



Une fenêtre ouverte sur le monde
Le Courrier

Avril 1975 (XXVIII^e année) 2,80 francs français

SAHEL

Un exode sans retour ?





Photo © Musée de l'Homme, Paris

TRÉSORS
DE L'ART
MONDIAL

Année
internationale
de la femme

98 MEXIQUE

La déesse verte

Agenouillée à la manière des Indiennes quand elles broient le maïs, c'est Chalchihuitlicue, divinité aztèque des eaux, littéralement « celle qui a une jupe de pierres vertes ». Dans le panthéon aztèque, elle est la compagne de Tlaloc, dieu de la pluie (voir « Le Courrier de l'Unesco » page 2, août-septembre 1973). Cette statuette de pierre de quelque 40 cm de haut date de la fin du 15^e ou du début du 16^e siècle, alors que la civilisation aztèque s'épanouissait dans tout son éclat. La jupe de la déesse était peut-être à l'origine incrustée de pierres précieuses de couleur verte, aujourd'hui disparues. Dans la pensée aztèque, le vert avait une signification mythique, liée à l'eau et à la renaissance de toute vie.

PUBLIÉ EN 15 LANGUES

Français	Arabe	Persan
Anglais	Japonais	Hébreu
Espagnol	Italien	Néerlandais
Russe	Hindi	Portugais
Allemand	Tamoul	Turc

Mensuel publié par l'UNESCO
Organisation des Nations Unies
pour l'Éducation,
la Science et la Culture

Ventes et distributions :
Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris

Belgique : Jean de Lannoy,
112, rue du Trône, Bruxelles 5

ABONNEMENT ANNUEL : 28 francs français. Envoyer les souscriptions par mandat C.C.P. Paris 12598-48, Librairie Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris.
Reliure pour une année : 24 francs

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du Courrier de l'Unesco », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le Courrier de l'Unesco expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'Unesco ou de la Rédaction.

Bureau de la Rédaction :
Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris, France

Directeur-Rédacteur en chef :
Sandy Koffler

Rédacteurs en chef adjoints :
René Caloz
Olga Rödel

Secrétaires généraux de la rédaction :
Édition française : Jane Albert Hesse (Paris)
Édition anglaise : Ronald Fenton (Paris)
Édition espagnole : Francisco Fernández-Santos (Paris)
Édition russe : Georgi Stetsenko (Paris)
Édition allemande : Werner Merkli (Berne)
Édition arabe : Abdel Moneim El Sawi (Le Caire)
Édition japonaise : Kazuo Akao (Tokyo)
Édition italienne : Maria Remiddi (Rome)
Édition hindie : Sayed Assad Ali (Delhi)
Édition tamoule : N.D. Sundaravadivelu (Madras)
Édition hébraïque : Alexander Broïdo (Tel-Aviv)
Édition persane : Fereydoun Ardalan (Téhéran)
Édition néerlandaise : Paul Morren (Anvers)
Édition portugaise : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)
Édition turque : Mefra Telci (Istanbul)

Rédacteurs :
Édition française : Philippe Ouannès
Édition anglaise : Roy Malkin
Édition espagnole : Jorge Enrique Adoum

Illustration : Anne-Marie Maillard

Documentation : Christiane Boucher

Maquettes : Robert Jacquemin

Toute la correspondance concernant la Rédaction doit être adressée au Rédacteur en Chef.

A NOS ABONNÉS

Nos abonnés ont reçu le numéro de mars et reçoivent ce numéro d'avril avec des retards considérables. Ces retards sont dus à une longue grève qui a paralysé la fabrication de notre revue dans les ateliers de notre imprimeur à Paris. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser. Nous espérons que ces retards pourront être réduits au minimum pour les numéros suivants. D'autre part, nous demandons à nos abonnés qui auraient reçu un bulletin de réabonnement, alors qu'ils auraient déjà renouvelé leur abonnement, de ne pas en tenir compte. La grève des services postaux français, qui s'était terminée en décembre 1974, a en effet perturbé bien au-delà de cette date l'enregistrement des demandes de réabonnement.

4 SIX MILLE KILOMÈTRES D'AFRIQUE LIVRÉS A LA SÉCHERESSE

par Howard Brabyn

10 SAHEL

par Jacques Bugnicourt et Cato Aall, Ibrahima Ali, Mamane Annou, R. P. Georges Arnoux, Alioune Ba, Cheick Bocoum, Ahmadou Diallo, Ousmane Diatta, Marie-Claire Frenco, Mohamed Al Gatri, Louise Hardy, Robert Hardy, Elisabeth Helsing, Dioulde Laya, Albert N'Diaye, Emmanuel Ngriye, Daniel Reelfs, Patrice Sawadogo, Mohamed Sghir.

1. UN PEUPLE PRIVÉ DE SON ENVIRONNEMENT
- 14 2. LE TOUAREG ET SON TROUPEAU POURRONT-ILS SURVIVRE ?
- 20 3. LES NOMADES, CES MARGINAUX DE L'ÉCONOMIE MODERNE
- 26 4. VINGT MILLE SONT ARRIVÉS, NUL NE SAIT COMBIEN ÉTAIENT PARTIS
- 30 5. UN EXODE SANS RETOUR ?

19 CARAVANES DU SEL

Photos

33 NOS LECTEURS NOUS ÉCRIVENT

34 LATITUDES ET LONGITUDES

2 TRÉSORS DE L'ART MONDIAL

Année internationale de la femme
La déesse verte (Mexique)

Notre couverture



Qu'advient-il désormais des rescapés de la tragédie que des années de sécheresse viennent de provoquer au Sahel, ces terres arides riveraines du Sahara dont elles ceinturent tout le sud, de la Mauritanie au Soudan ? Le précaire équilibre de l'homme et de son environnement, qui permettait aux éleveurs nomades de subsister dans cette zone semble aujourd'hui détruit. En outre, des modifications économiques et sociales, intervenues depuis quelques décennies, ont créé un processus qui pourrait être irréversible : le nomadisme, tout au moins tel qu'il a été vécu depuis des siècles par nombre de peuples du Sahel, va-t-il à jamais disparaître ? C'est à cette question qu'est consacré ce numéro du « Courrier de l'Unesco ». Ici, une famille de Touaregs à la recherche d'un puits.

Photo Raymond Depardon © Gamma, Paris

6000 kilomètres d'Afrique



livrés à la sécheresse

par Howard Brabyn

“ D’ici à moins de cinquante ans... la progression du désert risque de rayer totalement de la carte trois ou quatre pays d’Afrique. ”

**Kurt Waldheim
Secrétaire Général
des Nations Unies**

(dans une déclaration au Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel. Ouagadougou, Haute-Volta, le 21 février 1974)

A LA manière des Touaregs qui parcourent ses étendues septentrionales, le Sahel est mouvant, zone nomade séparant le désert du Sahara des régions agricoles du Soudan ; ses limites s’étirent et se rétractent selon la quantité de pluie qui s’y déverse — ou qui ne s’y déverse pas — chaque année.

« Sahel » (du mot arabe qui signifie « rivage ») est donc essentiellement un terme qui caractérise le climat d’une région plus vaste que l’Inde, de près de quatre millions de kilomètres carrés de terre semi-aride qui traverse l’Afrique, de la Mauritanie et du Sénégal, à l’ouest, au Tchad et aux frontières du Soudan, en passant par le Mali, la Haute-Volta et le Niger.

Dans la partie qui s’étend au sud, à partir de la frange du Sahara, des pasteurs nomades exploitent les maigres ressources d’une ceinture de terre où les chutes de pluie varient en moyenne de 100 à 350 mm. Plus au sud, dans une région où les chutes de pluie varient de 350 à 600 mm, les gardiens de troupeaux et les cultivateurs coexistent, le paysan sédentaire échangeant son grain contre la viande et les peaux que lui fournit le nomade.

Pour comprendre ce que représentent ces chiffres de précipitations, il faut savoir que, dans le Sahel, la pluie tombe par périodes courtes et concentrées et que 80 à 90 % de son humidité se perd par évaporation. Dans les zones tempérées du monde, les chutes de pluie ne sont guère plus abondantes (à Paris, par exemple, elles n’atteignent que 650 mm), mais elles sont plus également réparties au cours de l’année et l’évaporation est, comparativement, insignifiante.

Des variations relativement faibles dans le régime annuel des pluies peuvent transformer d’immenses étendues de terre. C’est ainsi qu’en 1941-1942, lorsque les précipitations atmosphériques, sur une région de Mauritanie représentant 340 000 km carrés, tombèrent au-dessous de 100 mm, toute cette région (le tiers du pays) devint totalement désertique. Dix ans plus tard, lorsque les pluies dépassèrent les 100 mm, on vit réapparaître des troupeaux dans les pâturages. Nouvelle oscillation du pendule et la situation se renversa. Durant ces dix dernières années, le Sahara s’est avancé inexorablement vers le sud, empiétant de 150 km sur ce qui était précédemment un territoire de pâturage nomade.

Pour se défendre contre l’instabilité de ces conditions, les populations qui vivent dans ce pays ont développé toutes sortes de styles de vie, différents mais interdépendants, ajustés à l’insuffisance tout à la fois saisonnière et cyclique des pluies.

Mais, s’il en est ainsi, pourquoi la sécheresse des dernières années a-t-elle entraîné des conséquences aussi dramatiques ?

La réponse, c’est qu’un certain nombre d’innovations techniques et socio-économiques, venues de l’extérieur, ont compromis l’équilibre précaire de la région. Ces innovations avaient été introduites dans les meilleures intentions. Que pouvait-on trouver de mieux, pour venir en aide aux pasteurs, dans un pays d’habitude sèche, que de creuser des puits profonds et de créer une chaîne de points d’eau pour que les bêtes s’y abreuvent ? Quoi de plus logique aussi que de contrôler ou d’éliminer les maladies endémiques et périodiques qui décimaient régulièrement les troupeaux ?

Ces innovations ne touchaient pas seulement le berger nomade. Pour aider le cultivateur, des cultures commerciales telles que le coton, les arachides et le riz furent introduites. La population augmentait et l’on se mit à cultiver des terres qui, jusqu’alors, n’étaient que des pâturages.

Les épizooties ayant à peu près disparu, il y eut de plus en plus de troupeaux transhumant sur des pâturages de plus en plus restreints. En se rassemblant autour de nouveaux points d’eau, le cheptel multiplié dégrada vite l’herbe fragile.

Pour avoir voulu résoudre les problèmes de la soif et de la santé des bêtes, on en avait suscité un autre, à mesure que la sécheresse augmentait : celui de la faim. Durant les cinq dernières années de sécheresse, plus d’un tiers du cheptel, en effet, est mort de faim et non de soif ou de maladie.

Aurait-il mieux valu ne pas intervenir, permettre à la maladie et à la soif de réduire les troupeaux des nomades ? Dans des pays qui ont besoin de tirer parti de toutes les ressources disponibles, une politique aussi totalement négative aurait causé un impardonnable gâchis. Non, cette politique, en elle-même, n’était pas condamnable. Seulement, ceux qui l’avaient mise en œuvre n’avaient pas su tenir compte des conséquences sociales, économiques et écologiques de leur initiative.

Le nomade s’est toujours vu contraint d’élever le plus grand nombre de bêtes possible, pour s’assurer contre les ravages causés par la maladie, la sécheresse et les voleurs de bestiaux. Les points d’eau, certes, étaient moins nombreux, mais leur usage était contrôlé par la force, l’accord mutuel et la coutume.

Lorsque les maladies du bétail eurent été maîtrisées, et les problèmes d’eau simplifiés, le nomade a continué à entretenir de grands troupeaux, bien

HOWARD BRABYN, écrivain et journaliste spécialisé dans les problèmes scientifiques, est rédacteur en chef de la revue trimestrielle de l’Unesco Nature et Ressources (abonnement annuel 20 F). Il était auparavant rédacteur au “*Courier de l’Unesco*”.



Dans cette page, deux images de la détresse des populations africaines nomades du Sahel: ci-dessus, hommes, femmes, enfants ramassent les grains de céréales qui ont pu s'échapper des containers lors d'un parachutage de vivres. En dépit des efforts des organisations de secours, cette manne ne pouvait assurer la survie de toutes les populations qui, dans une zone longue de 6 000 km,

étaient victimes de la sécheresse en 1973 et 1974. Pour échapper à la famine, des milliers d'éleveurs touaregs ont fui le Sahel. Certains, à travers le Sahara, ont tenté de gagner le sud algérien. Malgré les efforts du gouvernement algérien et du Croissant Rouge, l'épuisement et la maladie ont multiplié les morts. Ci-dessous, des rescapés de l'exode à Tim Gauine, Algérie, en 1974.



▷ que les désastres d'antan fussent moins menaçants. Le désastre eût été moins terrible s'il y avait eu contrôle de l'usage des puits nouveaux, amélioration des pâtures conséquemment à l'amélioration de la santé du bétail, amélioration aussi des marchés permettant une distribution plus efficace des produits animaux. C'est bien là la leçon des événements.

La destruction, du fait de la sur-exploitation, des anciennes ressources en fourrage, déjà sérieuse avant la récente période de sécheresse, a eu des conséquences catastrophiques lorsque les pluies ont atteint un niveau nettement inférieur à la moyenne. Le problème majeur du Sahel est, par conséquent, celui de l'organisation des terres à pâture, dans des conditions climatiques marginales et variables et dans un contexte social, économique et culturel particulier. C'est un problème qui ne saurait être résolu au coup par coup. Ce qu'il faut, c'est une vue d'ensemble de tout le système.

C'est là qu'intervient le programme de l'Unesco, « L'homme et la biosphère » (Man and Biosphere, MAB). Son abord interdisciplinaire le destine à jouer un rôle vital dans une recherche dont le but est d'améliorer le rapport de l'homme avec son environnement. Il vise notamment à étudier la portée, sur les écosystèmes, des modifications qui interviennent au niveau des groupes humains, des formes de peuplement et de la technologie.

Les recherches entreprises par ce programme ne se limitent pas à l'étude des terres à pâturage et aux zones arides et semi-arides comme celles du Sahel; elles recouvrent tous les grands systèmes écologiques du monde, y compris ceux des forêts tropicales et tempérées, des lacs et des marais, des deltas des fleuves, des estuaires, des zones côtières, des montagnes, des toundras et des îles.

Cependant, les problèmes du Sahel présentent un caractère d'urgence. Par bonheur, l'Unesco a une vaste expérience et le remarquable matériel de recherches qu'elle obtint avec les travaux du « Programme de recherche sur la zone aride ». Ce programme, dont les travaux ont été achevés en 1962, a réuni les connaissances fondamentales concernant les ressources naturelles de l'Afrique, ses ressources en eau, le problème du nomadisme et les divers aspects du développement des zones arides. L'Unesco dispose également des études relatives à l'utilisation des terres et de l'eau, objet de toutes les recherches actuelles.

Le programme a établi une Carte mondiale des sols, carte de la végétation de toute l'Afrique. D'autre part, une carte des ressources hydrologiques souterraines de l'Afrique, au nord de l'Equateur, est en cours de réalisation.

Là où la recherche menée dans le cadre du programme MAB se différencie des recherches précédentes, c'est qu'elle replace l'homme au premier plan de la recherche scientifique. Lors d'un Congrès régional du MAB, tenu

à Niamey, Niger, en mars 1974, les experts de « L'homme et la biosphère » ont exposé certaines causes de l'échec des plans de développement naguère conçus pour le Sahel, puis ont abouti à cette conclusion :

« Le plus important, c'est peut-être de n'avoir pas accordé assez d'attention ni assez d'importance au contexte socio-économique et ethno-culturel des populations locales. Ces populations ont de leur environnement une connaissance et une richesse d'expérience profondes; nous n'en avons pas toujours tenu compte et nous ne les avons pas toujours utilisées.

« Etant donné que la réussite de toute activité de développement exige la participation active des populations locales — et l'exclusion des modèles importés et inadaptés; étant donné aussi la désorganisation du système pastoral après une période de sécheresse, nous recommandons :

« 1. De tenir compte dans toutes les recherches et opérations de développement du contexte social et économique des populations locales;

« 2. De prendre l'expérience et les connaissances des populations locales sur l'élevage et l'environnement pour point de départ des études qui précèdent les projets de développement;

« 3. D'accompagner toutes recherches et activités de développement, d'une action éducative destinée à faire reconnaître aux populations locales leurs responsabilités dans l'usage et l'exploitation de leur environnement;

« 4. D'entreprendre l'évaluation détaillée — dans le contexte de la récente période de sécheresse — de l'exploitation tolérable de la couverture végétale dans la zone du Sahel, d'examiner également le comportement des populations locales durant la période précédant la situation actuelle. »

Les projets de recherches pilotes actuellement à l'étude devront tenir compte en tout premier lieu de deux situations humaines et écologiques typiquement sahéliennes.

Premièrement, il faut étudier les zones de contact entre terres à pâturage et terres de culture. Le but principal des études pilotes devra être d'aider à développer, pour ces zones, des programmes de gestion des terres ayant pour base des rapports sociaux et économiques mutuellement profitables aux nomades et aux cultivateurs sédentaires.

Deuxièmement, il faut étudier les régions où les pluies sont insuffisantes pour la culture du sol, lequel ne peut donc servir qu'à l'élevage des troupeaux nomades. Dans ces régions, le but des projets pilotes sera d'évaluer l'exploitation possible des terres et de proposer des lignes directrices pour son organisation. Il faut également étudier la possibilité et les conséquences d'une réorganisation fondamentale du mode de vie dans les régions rurales comme, par exemple, l'abandon du nomadisme en faveur d'un système d'élevage sédentaire.

M. Gabriel Boudet, expert français ▷



Photos © Claude Sauvageot, Paris

De la vie à la survie

Sur les berges de l'immense fleuve Niger un éleveur peul du Mali (en haut) peut, en abreuvant sa vache, lui laisser prendre un bain. Mais, loin des rives du fleuve, il faut souvent chercher une eau rare au fond de trous qu'on creuse dans le lit des rivières à sec. Ci-dessus, une fillette nigérienne transvase dans cuvettes et cruches l'eau qu'elle puise à petits coups.

► de l'aménagement des pâturages et conseiller du programme « L'homme et la biosphère », a proposé un plan d'organisation des sols qui impliquerait l'adoption d'un mode d'élevage sédentaire*. Ce plan pourrait être appliqué aux régions dans lesquelles les conditions de production fourragère et d'approvisionnement en eau seraient suffisantes (voir schéma page 9).

Ce plan suppose, bien entendu, une étude préalable, très précise, de la capacité d'exploitation de la région concernée, car il s'agit de 7 000 têtes de bétail représentant les troupeaux de soixante-dix familles.

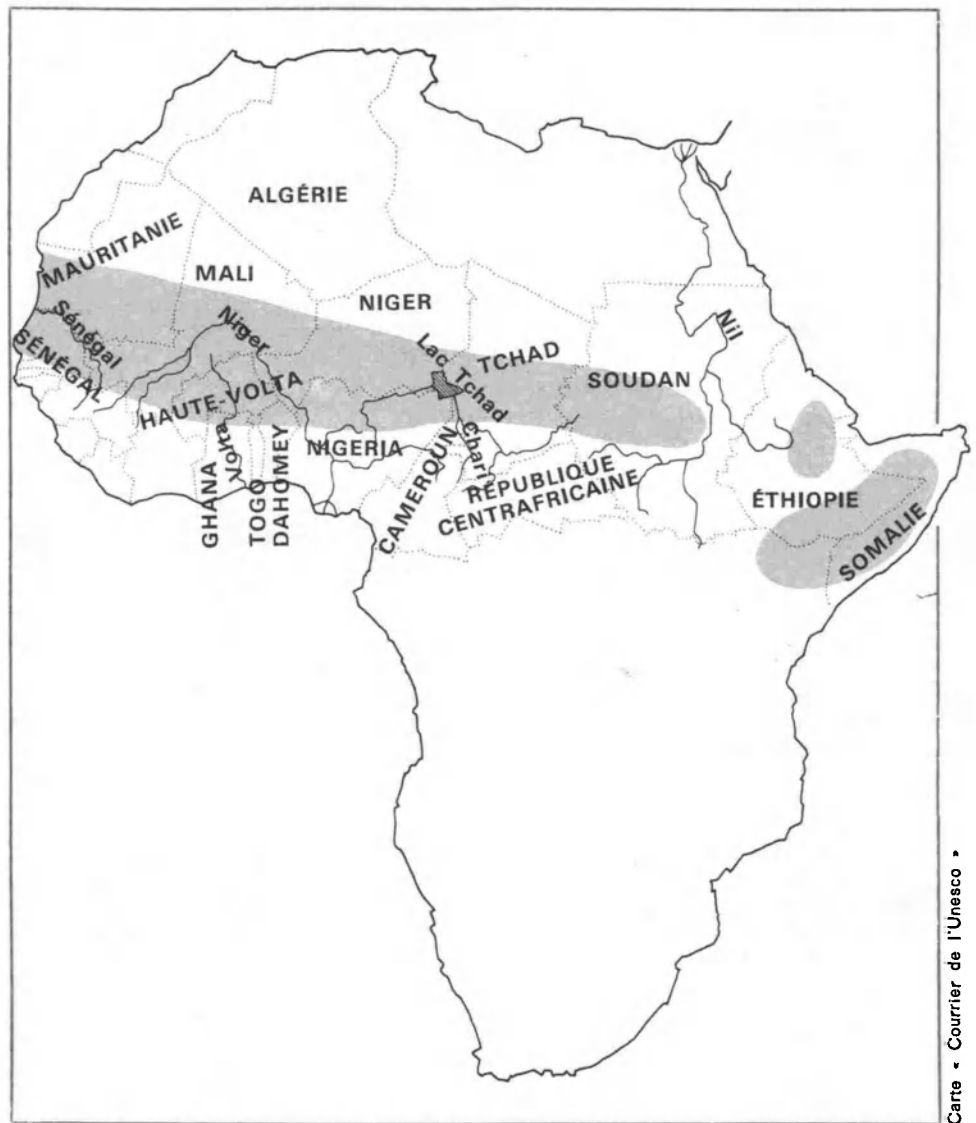
Le secteur à aménager se situe autour d'un puits profond qui serait utilisé pendant la saison sèche. Un village où résideraient les familles des pasteurs serait construit à environ 500 mètres de ce puits. Le pâturage de la saison sèche, un territoire de 31 500 hectares, formant un cercle de 10 kilomètres de rayon autour du puits.

A l'extérieur de cette circonférence, un anneau de terre d'environ 3 kilomètres de large, servirait de pâturage pendant la saison des pluies. Disposées à des intervalles réguliers, il y aurait une dizaine de mares artificielles, capables, entre les principales périodes pluvieuses, de subvenir pendant quinze jours aux besoins en eau de sept cents têtes de bétail, soit le dixième du troupeau. Autour de chacune de ces mares s'étendrait un pâturage de 840 hectares. A la saison sèche, chaque groupe de sept cents têtes serait conduit à l'intérieur du « cercle de saison sèche », mais sans avancer vers le centre. Chaque jour, le troupeau irait boire au puits central, en empruntant des chemins étroits et nettement tracés, afin d'éviter le piétinement qui saccagerait le pâturage. Puis, les troupeaux se déplaceraient de nouveau, à une distance de 5 kilomètres du puits, ce qui réduirait la distance à parcourir pour s'abreuver pendant la période torride.

Ce plan, qui paraît relativement simple, exige cependant des pasteurs une étroite coopération et tout un programme d'éducation pour faire admettre qu'il faut adopter des habitudes nouvelles et soumettre les troupeaux à de nouvelles disciplines.

L'une des principales préoccupations du programme « L'homme et la biosphère », dans ses recherches sur telle ou telle région particulière, c'est de réunir toutes les connaissances, toute l'expérience qui peuvent être appliquées à une autre région lorsque des problèmes similaires s'y posent. Ces dernières années, la sécheresse, atteignant les proportions d'un désastre, a également frappé l'Éthiopie et certaines régions de la Somalie et du Soudan. Bien qu'à proprement parler, elles n'appartiennent pas au Sahel, ces contrées ont maintes caractéristiques analogues et on s'y réfère souvent comme à des éléments d'une

* Dans *Le Sahel : bases écologiques de l'aménagement*, publié par les Presses de l'Unesco, Paris, 1974. Prix : 16 F.



L'AFRIQUE DU SAHEL. Le Sahel, cette immense région qui s'étend à travers l'Afrique de part en part (en gris sur la carte) représente plus de sept fois la superficie de la France. Les deux taches isolées, à l'est du continent, indiquent les zones sahéliennes de l'Éthiopie et de la Somalie durement frappées, elles aussi, par la sécheresse de 1973-1974. Les pays mentionnés sur cette carte sont ceux qui ont été directement ou indirectement éprouvés par le drame du Sahel. Photo de droite : mère et enfant, tache noire allongée sur le sol ; c'est toute la misère et le dénuement du Sahel.

entité plus vaste, le territoire semi-aride, nommé zone sahélienne. Ce que le programme a dégagé au Sahel même aidera donc bientôt les nomades et les cultivateurs de ces régions.

Tout au long du programme de l'Unesco il est ici question, il s'agit essentiellement de l'homme en tant qu'être social et des rapports qu'il entretient avec son environnement.

Dans un écosystème aussi fragile que celui du Sahel, il est évident que c'est là la question cruciale. On ne saurait entreprendre quoi que ce soit avant d'avoir tout pesé et examiné et sous tous les angles : scientifique, sociologique, économique, culturel, etc. Le récent désastre du Sahel nous a fait durement comprendre le péril d'aller trop vite.

L'écologiste, ce généraliste de la science, sait que tout ce qu'il entreprendra sur une fraction de ce microcosme vivant qu'il appelle un écosystème — si petite soit-elle — aura ses répercussions sur l'organisme tout entier. ■

VU D'UN SATELLITE ► UN RANCH AU SAHEL

Dans une étude de l'Unesco sur le Sahel, réalisée dans le cadre du programme « L'Homme et la Biosphère », un spécialiste américain de la télédétection, Norman MacLeod, souligne l'importance de cette technique pour établir la carte des ressources naturelles, inventorier les eaux de surface, analyser les modes de cultures, etc. La preuve en est fournie par la photo à droite d'une région du Sahel prise le 8 mai 1973 par satellite et sur laquelle apparaît un polygone foncé, dû à la présence de végétation et qui tranche sur le désert environnant. Il s'agit du « ranch de Toukounouss » créé il y a plusieurs décennies au Niger. Raison de cette fertilité dans un milieu aride : le propriétaire du ranch avait divisé la terre en cinq zones de pâturage, ne laissant le bétail paître que dans une seule zone chaque année. Cette « rotation » permettait à l'herbe de pousser dans les quatre autres zones, les préservant de la désertification. Tout le ranch est entouré d'une clôture de fil de fer.



Photo David Burnett © Gamma, Paris

ROTATION DES PATURES. Une étude de l'Unesco a proposé pour le Sahel un plan d'aménagement des pâturages à transhumance destiné à réduire les dangers de sécheresse catastrophique (schéma ci-dessous). Prévu pour 7 000 têtes de bétail, avec un village où résideraient les familles des pasteurs, ce territoire circulaire de 20 km de diamètre s'organise autour d'un puits central où convergent les pistes du bétail. Il sert de pâturage de saison sèche. A la périphérie, des pâturages pour la saison des pluies (représentés par des petits cercles). Des mares artificielles y collectent les eaux de pluie.

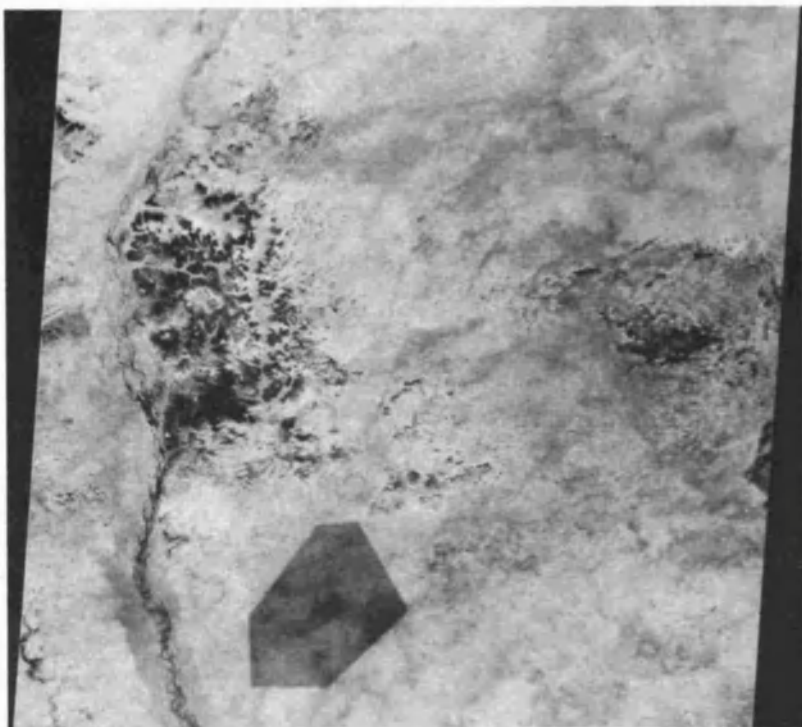
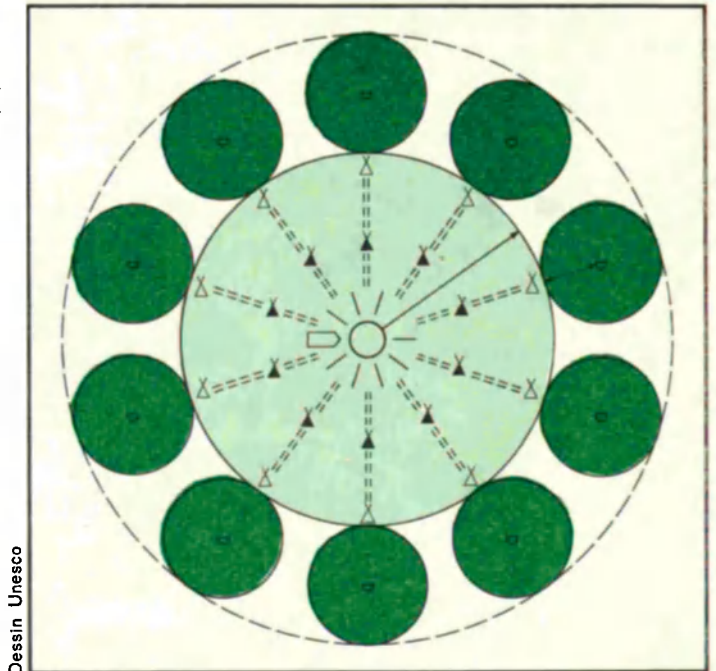


Photo NASA



Dessin Unesco

- Mare
- Puits permanent
- Village sédentarisé
- △ Campement de début de saison sèche
- ▲ Campement de fin de saison sèche
- == Piste à bétail

sahel

par Jacques Bugnicourt et une équipe internationale de collaborateurs*



Les textes que le Courrier de l'Unesco présente ici à ses lecteurs sont tirés d'une importante étude entreprise au Niger, dans le cadre d'un programme appelé « Formation pour l'environnement », qui concerne l'ensemble de l'Afrique. Ce programme relève de l'initiative conjointe de l'Institut africain de développement économique et de planification (créé à Dakar par les Nations Unies et les États africains), du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de la Swedish International Development Agency. Cette étude sur le Sahel, *Un peuple privé de son environnement*, a été réalisée par le Professeur Jacques Bugnicourt, de l'Institut africain de développement économique et de planification (Dakar); elle repose sur les contributions, à des titres divers, d'une équipe internationale en provenance de 12 pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique*. Elle porte essentiellement sur les populations sahéniennes originaires de la Boucle du Niger qui, chassées par la sécheresse et la famine de leurs parcours traditionnels de nomadisation, se sont réfugiées aux abords de Niamey, capitale du Niger. Déracinés, privés de ce qui fut depuis des siècles leur environnement naturel, que vont devenir ces nomades? Se peut-il qu'un mode de vie séculaire soit soudainement mis en question par un accident climatique? C'est en interrogeant les réfugiés, en partageant quelque temps leur existence, qu'on a cherché des éléments de réponse à ces questions.

* CATO AALL, Norvège, médecin.
IBRAHIM AALI, Niger, chercheur, Centre national de recherche en sciences humaines, Niamey.
MAMANE ANNOU, Niger, Secrétaire d'État au Ministère de l'Économie Rurale, du Climat et de l'Aide aux Populations.
R.P. GEORGES ARNOUX, Suisse, mission catholique de Niamey.
ALIOUNE BA, Mauritanie, étudiant en sciences humaines.
CHEICK BOCOUM, Niger, enquêteur bénévole.
AHMADOU DIALLO, Mali, spécialiste en élevage.
OUSMANE DIATTA, Sénégal, projeteur.
MARIE-CLAIRE FRENDO, France, géographe.
MOHAMED AL GATRI, Mali, interprète touareg.
LOUISE HARDY, Canada, assistante sociale.
ROBERT HARDY, Canada, architecte.
ELISABETH HELSING, Norvège, nutritionniste.
DIOULDE LAYA, Niger, directeur, Centre national de recherche en sciences humaines, Niamey.
ALBERT N'DIAYE, Sénégal, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
EMMANUEL NGIRIYE, Burundi, psycho-sociologue.
DANIEL REELFS, Pays-Bas, ingénieur sanitaire de l'Organisation Mondiale de la Santé.
PATRICE SAWADOGO, Haute-Volta, démographe statisticien.
MOHAMED SGHIR, Maroc, projeteur.

Photo Raymond Depardon © Gamma, Paris

1. un peuple privé de son environnement

LE Sahel vient de reverdir. L'herbe est à peine plus drue au long des pistes où succomba le cheptel des Touaregs et des Peuls. La sécheresse et la famine, dramatisant brusquement les conséquences d'une certaine orientation de l'économie et des politiques, les ont privés de ce truchement essentiel entre la zone aride et l'homme, que sont le chameau et le bœuf, et les ont poussés hors du cadre habituel de leur existence.

C'est désormais un peuple privé de son environnement*.

Comment ces nomades en sont-ils arrivés là ? Que peut-on faire pour eux ? Quel pourrait être leur avenir ? C'est, pour la plus large part, parmi les réfugiés qui ont fui le désastre qu'il faut chercher des éléments de réponse à ces questions : le texte présenté ici découle d'une enquête menée au camp du Lazaret, à 6 km de Niamey (capitale du Niger), où s'entassaient, en mars 1974, plus de 13 000 nomades, pour les neuf dixièmes Touaregs ou Arabes.

On s'est attaché surtout au sort des nomades, originaires en majorité de la Boucle du Niger, que l'exode a précipités vers les centres urbains du Niger et notamment vers le camp du Lazaret.

On s'en tient pour l'essentiel, à l'environnement d'un peuple et à ce que ce peuple devient lorsqu'il est chassé de son milieu.

Avant même qu'on n'emploie ce terme de Sahel (en arabe : rivage), cette zone apparaissait comme un espace mal délimité d'agriculture marginale et d'élevage hardi, une zone d'incertitude et de risque.

L'histoire récente a fait du Sahel une zone en danger.

La symbiose se trouve menacée, qui unissait le milieu, si dur soit-il, et l'homme, à tel point que celui-ci n'est plus certain d'y avoir sa place.

Au nord du 15^e parallèle, la dégradation des conditions écologiques au cours des deux années 1972-1973 a été telle que le bétail a presque complètement disparu et que les rendements agricoles sont absolument nuls.

C'est le pays de la famine et de l'exode.

Entre le 15^e et le 13^e parallèle, les eaux de surface ont disparu, entraînant dans leur disparition les cultures d'appoint et les facilités d'élevage ; le cultivateur n'est plus certain d'assurer sa sécurité alimentaire et monétaire.

Entre le 13^e et le 12^e parallèle, par contre, les pluies sont réduites mais suffisent à assurer le rendement minimal de quelques cultures de base,

* Voir aussi « Environnement africain », Cahiers d'étude du milieu et d'aménagement du territoire, B.P. 3370, Dakar, Sénégal.

alimentaires pour la plupart, et celui des pâturages.

Au sud du 12^e parallèle, la diversification des cultures d'une part, des pluies moins rares d'autre part, permettent de penser que ces régions n'ont pas été affectées de façon tragique par la sécheresse sur le plan agricole et que les conséquences en seront moins durables.

On passe ainsi, en moins de 250 km du sud au nord, d'un très relatif confort au dénuement le plus total.

Il est certain qu'à la fin de 1972, dans l'ensemble du Sahel septentrional, les pasteurs qui se trouvent au-delà du 13^e parallèle n'ont plus guère le choix qu'entre l'exil et la mort.

Au Niger, « dans les derniers mois de 1972, la cote d'alerte fut dépassée pour les populations... nomades et sédentaires des régions les plus septentrionales, les premières affectées, qui avaient atteint leurs limites d'adaptabilité : « il n'y a plus rien à faire ». Elles commencèrent à refluer lentement vers le sud... et vers les villes ». (1)

La situation a continué à s'aggraver au cours des mois suivants.

À l'automne 1973, pour de nombreux groupes sahéliens, la famine devient dramatique. Près de Zinder, au sud du Niger, on signale qu'un pasteur a jeté son épouse et leurs deux enfants dans un puits pour ne pas les voir mourir sous ses yeux.

Dans le hameau abandonné de Hakkan, à une soixantaine de kilomètres au nord de Dakoro, « des infirmiers ont trouvé le corps asséché d'un vieillard en haillons. Le vieillard était mort de soif et de faim, semble-t-il, parce que la population entière est partie à son insu ». (2)

« Au point où l'on est, un père est obligé d'oublier même son enfant », dit un chef de tente d'Agadès.

Ces nomades qui se décident à l'exode, sont habitués de tout temps à des conditions de vie extrêmement difficiles. L'exploitation qu'ils font de leur environnement les situe parfois à la limite de la subsistance, mais, jusqu'alors, ils s'y maintenaient.

Ce qui s'est produit maintenant, c'est que cet environnement s'est effacé, que la végétation et l'eau ont disparu, que les troupeaux sont morts, et nombre d'hommes avec eux. Les nomades « fuient l'enfer », ils se dirigent vers un destin inconnu.

Alors commence une migration pitoyable. Pour ceux qui ont la force d'aller jusqu'au bout, des centres de distribution de vivres se créent. Et les réfugiés s'installent dans un environnement qui n'a plus rien de commun avec ce qu'ils connaissaient.

Des vagues successives de Touaregs, d'Arabes, de Peuls et de Wodaabe, de Songhaï, de Djerma, de Haoussa, descendent vers le Sahel méridional — une partie d'entre eux allant jusqu'en Haute-Volta, au Dahomey, en Côte-d'Ivoire même. Un mouvement important s'opère aussi vers le Nigeria.

Ces migrations ne sont pas un mouvement uniforme, constant. C'est tout le contraire. Par exemple, il semble que l'exode des Wodaabe et des Peuls ait eu une tout autre allure que celui des Touaregs.

Dans la zone des Dallols — de la rive du Niger qui fait face au Dahomey jusqu'aux confins maliens — on signale que les Peuls « attentifs et observateurs des signes avant-coureurs de la famine, ont commencé à descendre vers le sud, avec leurs troupeaux, beaucoup plus tôt que les Touaregs. Ils ont spontanément réduit l'importance de leur troupeau en vendant des bêtes, à bas prix, ce qui leur a permis de « faire la part du feu ».

« Les Peuls Bororo (des régions de Tahoua et Dakoro) avaient commencé à résoudre depuis quatre ans, par une migration originale, le problème de disponibilité monétaire, en laissant partir des groupes nombreux de femmes vers le Ghana et la Côte-d'Ivoire, pour vendre des recettes magiques.

« En 1972 pour la première fois, puis en 1973 de façon notable, elles étaient accompagnées de jeunes hommes. En 1974, mari et femme, ayant laissé les enfants à la garde des vieux, partent ensemble... De nombreuses familles peuls ont réussi à garder quelques bêtes. Cela leur permet de survivre (une famille peul de quatre personnes peut subsister pendant un an avec une seule vache) et de conserver, auprès des bêtes, le cadre familier de l'existence, de l'habitat et, dans une certaine mesure, des habitudes alimentaires ». (3)

Nombreux sont les groupes ou fractions qui ont éclaté — voulant diversifier les chances de survie en partant dans plusieurs directions : les Touaregs vers le Niger et vers l'Algérie et, pour d'autres, vers des horizons encore plus divers.

A compter du moment où est prise la décision d'aller plus loin que les parcours habituels de nomadisation, un pas décisif est franchi. Mais pas nécessairement en direction de Niamey, la capitale du Niger.

(1) Yveline Poncet. « La sécheresse en Afrique sahélienne, une étude micro-régionale en République du Niger ; la région des Dallols ». O.C.D.E., Paris, mars 1974.

(2) Georges Arnoux (Lettre circulaire). Mission catholique, Niamey, septembre 1973.

(3) Yveline Poncet. Ouvrage cité.

► Pas plus chez les uns que chez les autres, on n'était vraiment fixé sur le lieu où se rendre.

S'ils ont choisi tel itinéraire plutôt que tel autre « c'est qu'ils y avaient des pâturages ». Une famille s'est mise en route sans savoir si elle reviendrait ou non : « On se préoccupait de faire manger chacun les siens... On ne pensait pas à Niamey, on partait uniquement à la recherche du pâturage et des points d'eau. » « Dans l'exode, on cherchait des pâturages au hasard. » « Quand on a quitté, c'était à la recherche des pâturages. Quand les animaux ont été surpris par la sécheresse et sont morts, nous avons continué la route à la recherche de quoi manger. »

Quelques-uns pourtant se dirigeaient d'emblée vers la capitale du Niger : « parce que c'est une ville, et qu'on a appris qu'il pouvait y avoir à manger ». Mais il s'agit seulement de moins d'une famille sur quatre. Pour les trois quarts, on allait à l'aventure, sans savoir que l'on aboutirait à Niamey ou ailleurs.

L'incertitude sur la destination explique le tracé souvent compliqué du trajet. Il y a eu, en cours d'exode, bien des hésitations : par exemple, dans un groupe venant de Kidal, certains ont décidé de rebrousser chemin, et sont repartis avec quatre chameaux, cinq vaches, sept chèvres, trois ânes et trois moutons.

Tant que quelques bêtes résistaient, les pasteurs sillonnaient l'espace à la recherche de chaumes qui ne soient pas complètement desséchés, ou de zones arbustives qui n'aient pas été dévastées.

Une fois les bêtes mortes, certains ont continué à pied. D'autres ont pris n'importe quel moyen de transport à leur portée — y compris le bateau. « A partir de Mangéné, des véhicules nous ont transportés vers Niamey, on a vendu tout : tentes, nattes, boucles d'oreilles en argent, bracelets, pour avoir le prix du transport. »

Comme on ne savait pas bien où on allait, ni par quel cheminement, il n'est pas surprenant que la durée de l'exode varie sensiblement d'un groupe à l'autre. Mais il est certain que la plupart des groupes ont parcouru plus de 500 kilomètres.

Les nomades en marche vers le sud n'ont plus grand-chose à offrir aux sédentaires auxquels ils viennent disputer de l'eau souvent rare et de maigres pâturages.

Au début, ils ont eu des bêtes à vendre — mais les troupeaux des sédentaires sont eux-mêmes éprouvés et leurs ressources ont diminué. Ensuite, on échange ou on brade des tentes, des bijoux, divers objets que Touaregs et Maures possédaient.

Enfin, les migrants — tout affaiblis qu'ils soient — n'ont plus rien à offrir que leur force de travail et tentent de se faire accepter par les populations locales moyennant de menus travaux effectués en contrepartie, en portant

de l'eau, en pilant du mil, en ramassant et vendant quelques fagots.

Toutefois, aux étapes de l'exode, on constate une certaine diversité des relations entre éleveurs et sédentaires.

Les rapports des nomades avec les gens qu'ils trouvent sur leur chemin ont été quelquefois difficiles. « Quelquefois, on était obligé d'attendre la nuit pour venir chercher de l'eau en cachette. » « Partout où l'on est passé, les villageois nous donnaient à boire et à manger, mais quand nous avions des animaux, les habitants refusaient de laisser boire les bêtes et nous demandaient de payer l'eau. »

Cependant, ces attitudes ne reflètent nullement ce qu'a vécu la majorité des nomades au cours de l'exode. « L'eau, on nous en donnait à boire. Pour manger, il y avait un moment où il y avait tant de monde que les villageois ne pouvaient même plus donner à manger. Quand il y avait des morts et pas d'argent, ils nous donnaient du tissu pour bander les morts. »

En général, l'accueil des sédentaires a été jugé satisfaisant — et c'est là un point qu'on ne saurait trop souligner. Deux familles sur trois, parmi celles qui ont répondu à la question, jugent qu'on les a bien reçues.

Ce qui restait du cheptel nomade, lorsque les gens se résignèrent à l'exode, a été presque totalement cédé à vil prix, ou exterminé par la faim et la soif au long des pistes qui mènent vers le Sahel méridional.

Pour les Touaregs, ou Maures, ou Peuls qui ont gardé avec eux quelques bêtes, une épreuve sévère est de constater que ce capital bétail qui faisait leur fierté, et qu'ils passaient leur vie à accroître, ne vaut plus grand-chose. Les pasteurs pénètrent en effet dans des zones où les récoltes ont été médiocres, et où l'offre de bétail est de plus en plus surabondante en face de disponibilités en mil de plus en plus réduites.

D'abord, l'éleveur vend ses bêtes les plus vieilles, puis ses vaches stériles, puis ses taureaux, enfin des génisses pleines « contre quelques kilos de grain du paysan ».

Mais ce n'est pas cette cession de bêtes pour un peu de grain — ou même en échange du droit d'abreuver le reste du troupeau — qui va surtout faire fondre le troupeau...

Certes, un chef de tente d'Agadez déclare : « En cours de route, on a perdu un chameau et un âne, vendu deux chameaux et trois ânes. » Pour la plupart, cependant, c'est la mort qui leur a enlevé l'essentiel de leur cheptel. On peut se faire une idée des pertes subies par le cheptel en reconstituant l'histoire du troupeau des nomades qui trouveront refuge au Lazaret. Un ensemble de familles qui comptait, au moment de l'exode, un peu moins de sept cents personnes, a vu disparaître au cours de la descente vers le sud quelque 3 500 bêtes — dont environ 330 chameaux, 690 vaches, 1 300 moutons et 900 chèvres.

Pour des gens dont l'élevage est toute la vie, on peut deviner combien ils ont vivement ressenti la lente agonie du bétail, avant et pendant l'exode. Mais il n'est guère possible d'imaginer et de décrire ce qu'a été la misère de la longue marche vers les centres situés plus au sud.

On a bientôt souffert de la faim. Il a fallu se rabattre en partie sur les baies et les graines. On a abattu quelques bêtes. Les jeunes enfants ont été envoyés auprès des sédentaires pour essayer d'avoir quelque chose.

« Quand nous étions à proximité d'un village et qu'on entendait le bruit d'un pilon dans un mortier, on envoyait les enfants mendier le son qui reste après le pilage. Les enfants en mangeaient sur place, mais ils le digéraient mal. S'il en restait, ils nous le rapportaient. »

Voici maintenant une famille de Bourrem : « Après avoir perdu les bêtes, on a marché deux mois à pied. Un garçon de sept ans, Issa et une fille du même âge, Raissetou, sont morts à Watagouna, près d'Ansongo, ainsi qu'un garçon de douze ans. » De quoi sont-ils décédés ? Les survivants répondent : de famine.

Il n'y a donc pas que les bêtes qui s'effondrent l'une après l'autre. L'itinéraire vers le sud est maintenant jonché de tombes, celles des Touaregs ou Maures qui n'ont pas eu la force d'aller jusqu'aux centres de secours — soit qu'ils meurent simplement de faim et de fatigue, soit qu'une maladie, les trouvant à ce stade de délabrement, ait aisément raison d'eux.

De Menaka, des gens de la fraction Kelahara, ont enterré au cours de l'exode un tiers de leur effectif.

Une famille de Gao explique : « Nous étions dix-huit, six ont succombé en cours de route... ce sont des enfants, qui ont l'habitude de boire du lait. Or, en chemin, ils n'avaient à manger que le son de mil ; ils ont eu des maux de ventre qui les ont emportés. »

Hama, 41 ans, originaire de Tombouctou, est le chef d'une famille qui compte actuellement six personnes — une femme de 25 ans et quatre enfants entre 6 et 10 ans : « Nous nous sommes mis en marche pour fuir la zone sinistrée en mars 1973 ; deux mois plus tard, notre petit groupe était à bout de souffle ; deux garçons — Momar et Mohamed — mouraient, suivis de cinq filles : Mariama, Asmao, Aminatou, Aïcha et Mariama 2.

Un chef de famille fait le récit suivant : « Les chameaux ne pouvaient plus nous porter. Nous allions à pied. Notre vieux père traînait et nous retardait. Alors il s'est assis sur le sable et il nous a dit qu'il nous rejoindrait plus tard. Mais, à la nuit, mon jeune frère n'a pas pu tenir. Il est reparti chercher le vieux en remontant notre piste. On ne l'a pas revu non plus. Il a dû se perdre à son tour. »

Il y eut certes des familles épargnées. Mais, quel que soit le lieu d'origine, tous les groupes ont subi

des pertes humaines sensibles. De l'enquête, on peut déduire que les nomades réfugiés à Lazaret ont perdu au moins le sixième de leur effectif.

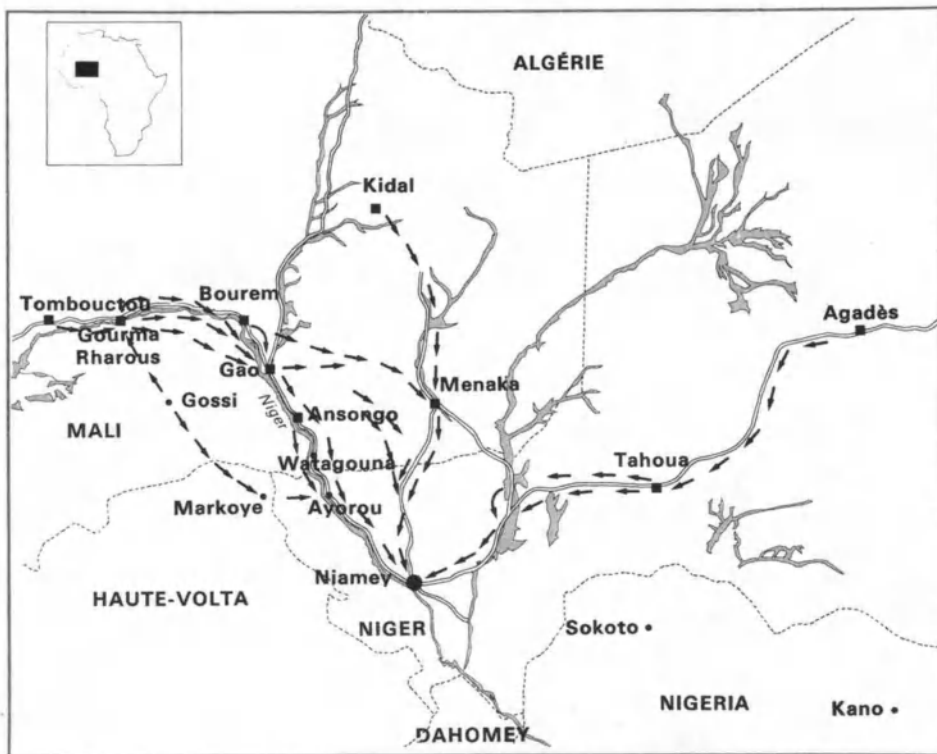
Combien ont péri, au total? On ne le saura jamais. Car il est des groupes et des familles qui ne sont jamais arrivés nulle part.

Souvent les nomades du camp ne savent pas quelle proportion de leur « fraction » est demeurée au pays.

Il arrive souvent que ceux qu'on n'a pas amenés soient plus nombreux que ceux qui sont partis. Il est fréquent, aussi, qu'on les ait quittés démunis de tout, et qu'on ait peu d'illusions sur leurs possibilités de trouver suffisamment d'eau et de nourriture.

Des Touaregs de Gao résument la situation de beaucoup : « Nous n'avons aucun moyen pour rejoindre ceux qui sont restés, et ceux-ci n'ont aucun moyen pour venir ici, ni moyen de vivre là-bas. » Il n'y a plus, là-bas, aucun bétail.

Et ces abandonnés vont hanter les rêves et la conscience collective des réfugiés.



Carte « Courrier de l'Unesco », d'après Jacques Bugnicourt, Dakar

LES LONGUES MARCHES DE LA DÉTRESSE. Sur notre carte (ci-dessus) les lignes fléchées indiquent les principaux courants de l'exode des nomades du Sahel vers Niamey, capitale du Niger. Entre Tombouctou (Mali) et Agadès (Niger), suivant le plus souvent le cours du fleuve ou le lit des rivières desséchées, les populations chassées par la sécheresse, décimées par la soif et l'épuisement, ont reflué vers le sud du Niger. Le rectangle noir dans le profil du continent africain figurant sur la carte situe la zone de cet exode. Ci-dessous, un groupe de survivants au camp de réfugiés du Lazaret, près de Niamey. La plupart de ceux qui l'atteignent enfin avaient parcouru des centaines de kilomètres.

Photo David Burnett © Gamma, Paris



sahel

2. le Touareg et



L'IRREGULARITE et le risque constituent la substance même de la réalité sahélienne. Là, d'immenses espaces sont tantôt un désert hostile que fuient les hommes ou, au contraire, des pâturages verdoyants vers lesquels les pasteurs dirigent leurs troupeaux.

Si la quantité des pluies constitue le critère le plus immédiatement saisissable, l'étalement dans le temps des pluies est également décisif.

Il y a aussi le sol, qui retient l'eau plus ou moins ; une fertilité variable et des risques plus ou moins graves d'érosion ; le sous-sol, qui comporte — ou non — des réserves en eau accessibles aux pasteurs, soit directement, soit indirectement — à condition de réaliser des forages profonds — enfin, le tapis végétal qui constitue la base de l'existence du troupeau et des hommes eux-mêmes.

Qu'il y ait de l'herbe ne veut pas dire qu'elle soit utile. Les pâturages n'ont d'intérêt que s'il existe de l'eau à proximité et qu'on puisse la puiser. Par exemple, pour abreuver en saison sèche un troupeau de cent têtes, les bergers doivent remonter 3 500 litres par jour d'une profondeur de 30 à 50 m.

Les problèmes de la desserte du Sahel en puits apparaissent depuis longtemps comme cruciaux — surtout pendant la partie de l'année où les mares sont asséchées et où l'apport en eau à travers la matière végétale que consomme le bétail devient presque nul.

Ces espaces sahéliens tantôt secs, tantôt verts présentent une végétation dont les caractères varient non seulement d'une année à l'autre, mais aussi, au cours d'une même année.

Dans la steppe du Sahel septentrional, chaque touffe dispute à ses voisines l'humidité du sol.

Les ouadis et marigots constituent un milieu écologique favorable. Dans leur lit asséché et sur leur rive on rencontre d'une part, des espèces fourragères et des arbres de taille modeste ou des arbustes dont les feuilles peuvent apporter une nourriture appréciée des animaux.

Ce n'est là, cependant, dans le nord du Sahel qu'une situation exceptionnelle et privilégiée. L'essentiel de l'espace est occupé par des pâturages à

Un bovin a besoin d'une trentaine de litres d'eau par jour au moins. Faute de quoi, c'est la mort lente. Ici, à gauche, une vache étique. A droite, robustes bêtes à l'abreuvoir. Mais les puits s'assèchent. Au Sahel, là où parfois il fallait, il y a trente ans, creuser à une profondeur de 12 m pour atteindre la nappe souterraine, il faut aujourd'hui aller jusqu'à 36 m.

Photo Philippe Ledru © Gammis, Paris

son troupeau pourront-ils survivre ?

hautes graminées résistantes à la sécheresse.

Le Sahel méridional commence là où le tapis herbeux devient périodiquement continu, où arbres et arbustes se disséminent dans le paysage et où l'alternance des saisons se fait sentir plus nettement.

Il existe aussi des zones-refuges à proximité immédiate de nappes aquatiques, de rivières ou de fleuves, par exemple, le delta central nigérien et les cours d'eau, souvent temporaires, qui y convergent.

Ce qu'il est important de garder présent à l'esprit, c'est l'extrême variabilité dans l'espace et dans le temps de la strate herbeuse. La végétation sahélienne se caractérise, en année moyenne, par une productivité massive et éphémère.

Quels animaux vont profiter de cette végétation ?

Le chameau prend ce qu'il trouve, y compris les épineux, mais il préfère le pâturage à arbrisseaux (acacia). La chèvre, on le sait, se comporte de manière encore plus rustique et absorbe même des plantes qui, pour d'autres seraient toxiques. La chèvre joue d'ailleurs, dans le Sahel, un rôle ambigu. Certes, elle constitue une catastrophe pour les végétations appauvries,

mais par contre, elle est le seul animal qui permette l'exploitation des zones végétales inaccessibles à tous les autres, par exemple sur bandes rocailleuses. Les bovins, quoique plus difficiles, trouvent leur alimentation dans les divers types de pâturages du Sahel. Quant aux ovins, ils consomment notamment des graminées délaissées par les bovins.

Alors que le nomadisme pratiqué au nord ne suit aucun cycle régulier, la transhumance est une technique à cycle annuel qui permet d'utiliser au maximum les ressources végétales.

Traditionnellement, en saison humide, on reste proche des mares. Quand celles-ci s'assèchent, on mène les troupeaux dans les zones où des puisards ne dépassant pas dix mètres de profondeur peuvent atteindre la nappe.

En pleine saison sèche, on se rapproche des bords du fleuve ou des marigots pérennes.

Il est certain que, d'une année à l'autre, d'un mois à l'autre, l'importance du cheptel que peuvent supporter les différents types de pâturages sahéliens n'est pas la même. La quantité d'herbe disponible à l'hectare, à l'intérieur d'une même zone, s'étale de 600 kg à 5,2 t, et il arrive que le bétail refuse

jusqu'au tiers de l'herbe qu'il a à sa disposition.

Sous une pluviométrie de 300 mm, et en s'en tenant aux seuls bovins, le nombre d'hectares pour assurer l'entretien d'une tête de bétail se situe entre 6 et 30. Dans la limite de ces contraintes écologiques, la décision d'accroître ou de maintenir au même niveau le troupeau est le fait des hommes. Ceux-ci, dans leur comportement et dans leur civilisation, ont été fortement marqués par le milieu où ils vivent.

Inversement, ils ont quelque peu transformé cet environnement en forant des puits, en marquant des pistes, en guidant leurs troupeaux d'un pâturage à l'autre, modifiant ainsi la strate herbeuse et la strate ligneuse de l'écosystème.

La logique du nomadisme et, plus au sud, de la transhumance s'inscrivent dans les caractéristiques mêmes du Sahel. Le troupeau suit la végétation, le Touareg ou le Maure, le troupeau, et le captif sert le maître et abreuve les bêtes. Mais ceci ne s'opère pas sans contrôle. L'une des raisons d'être essentielle du pouvoir pastoral est alors la gestion de l'environnement sahélien.

Certes, guerres, conflits et rixes sont

Les attaches de l'amitié

Chez les Wodaabe, Peuls Bororo, existe une pratique traditionnelle d'aide : le « haBBanaae » (graphie du poular, langue des Peuls), qui est une sorte de contrat, de lien, entre un possesseur de bétail (dit " KaBBanDo ", ou celui qui attache) et un autre qui veut constituer son troupeau (dit " kaBBanaaDo ", ou l'attaché). Le « kaBBanDo » prête au

« kaBBanaaDo » une ou plusieurs bêtes. Ces bêtes vont constituer le nouveau troupeau ou seront intégrées dans un petit troupeau déjà existant. Normalement, le « kaBBanaaDo » est un jeune célibataire ou un pauvre. Un notable va lui « attacher » une ou plusieurs bêtes : c'est un prêt. Le « kaBBanaaDo » les élèvera : le lait et le beurre lui appartiendront et également les trois premiers-nés. Après le troisième vêlage, le kaBBanaaDo restitue au kaBBanDo sa bête. C'est la fin du contrat. Le « haBBanaae » est donc un pacte, un contrat d'amitié entre deux personnes. C'est la forme d'aide que la société prévoit pour ceux qui sont dans la détresse. Les bêtes attachées sont les bêtes de l'amitié. Ces bêtes, début et espoir d'un nouveau troupeau, sont le symbole de l'amitié qui lie désormais un pauvre à l'ami qui veut l'aider. Le proverbe dit : une bête attachée n'est pas mise en arrière. C'est la bête qu'on amènera en premier à l'abreuvoir, c'est la bête que l'on ne peut pas frapper, mais que l'on caresse, la bête que, le soir venu, le berger accompagne personnellement dans l'enclos. Cet amour pour la bête attachée a une valeur exemplaire. Ainsi, on dira qu'un tel aime un autre comme il aime la bête qui lui a été « attachée ». Et c'est par exemple ce qu'un garçon dira à une fille pour lui exprimer ses sentiments.



Photo FAO, Rome

► fréquents. Il n'en existe pas moins un certain consensus des Touaregs pour la répartition et l'usage rationnel des parcours et des points d'eau. Mais il existe aussi, entre nombre de groupes nomades et les sédentaires, des relations plus ou moins codifiées par la coutume. Ce n'est qu'après des zones d'humidité pérenne ou, plus au sud, là où les pluies sont encore plus sûres et plus abondantes que l'on se livre aux activités agricoles et que l'on cultive le mil qui sera troqué contre des produits de l'élevage. Il ne se passe rien, alors, dans l'environnement sahélien qui le perturbe gravement.

Cependant, il serait dangereux de considérer comme relativement idyllique la période de l'histoire sahéenne antérieure à la conquête coloniale, ou celle qui lui a immédiatement succédé. « L'équilibre », qu'évoquent certains, n'était réalisé qu'au prix d'épizooties qui dévastaient le bétail, et de famines plus ou moins sévères.

Par exemple, dans le Sahel nigérien, le souvenir demeure — avant l'arrivée des colonisateurs — du « Ize nere » (la vente des enfants) où l'on échangea des « bouches inutiles » contre un peu de nourriture ; « Gaasi borgo » où l'on n'eut plus rien d'autre à piler que la calebasse, « Yollo Morou », « caresses nattes », il n'y a plus que cela à faire (1). L'arrivée des Français ne met pas fin aux famines : en 1913 survient « grande beri » (la grande poitrine) qui frappe durement l'ensemble du Sahel, de l'Atlantique à la Mer Rouge.

Puis vient, en 1931-32 « Doo izo jire » — l'année des larves de sauterelles. Une alerte eut lieu en 1937. Enfin, en 1942 surgit « Wande-waasu » — « écarte l'épouse », car chacun pensait d'abord à la survie individuelle.

A ce prix-là, le système sahéien fonctionne. Il existe, entre la frange plus septentrionale et ce qui se trouve plus au sud, une complémentarité économique découlant d'un rapport de forces au profit des éleveurs. Et, au moment où l'on remet en cause ces types d'échanges et de dépendance, on ne perçoit pas que c'est le fonctionnement même des relations hommes-environnement qui va se trouver en péril.

Au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler, si le paysage sahéien n'a, semble-t-il, subi que quelques modifications localisées, par contre la vie économique, sociale et politique du Sahel a changé en profondeur.

L'événement le plus spectaculaire est la fin de l'hégémonie des Touaregs et des Maures.

Elle conditionnait d'ailleurs ce qui a suivi : une certaine politique de modernisation, précédant puis accompagnant la monétarisation. Ainsi étaient réunies les conditions d'une compétition plus vive pour les diverses portions de l'espace sahéien. Leur maîtrise risquait de devenir, pour les

groupes humains en présence, une question de survie.

On peut tenter de résumer succinctement la situation des confins saharien et de la zone nord du Sahel, telle qu'elle se présentait au début du 20^e siècle.

D'abord, une pression constante est exercée par les pasteurs — qu'il s'agisse de Touaregs, de Maures ou de Peuls — sur les sédentaires, avec certainement des contacts pacifiques, mais aussi de nombreuses attaques surprises menées par des nomades.

Les régions sédentaires, peuplées de Noirs, fournissent aux éleveurs, d'une part, le mil indispensable à leur nourriture, d'autre part, une main-d'œuvre servile qui est vite assimilée culturellement. Par ailleurs, à l'intérieur de la zone habituelle de nomadisation, la relation entre la charge humaine et le milieu se trouve réajustée périodiquement par des épizooties, qu'on est alors impuissant à contrecarrer, par des sécheresses et aussi par des guerres entre groupes nomades qui assurent parfois une redistribution du cheptel et des captifs provenant de la partie méridionale du Sahel.

Il ne faudrait cependant pas schématiser à l'excès. La société touareg ou la société maure ont alors leur équilibre spécifique avec une spécialisation guerrière pour certains, maraboutique pour d'autres, et des tâches assignées aux captifs : garde et abreuvement des troupeaux, quelques cultures dans les oasis ou dans des secteurs mieux arrosés, service de tente.

Il ne semble pas que la société touareg ait jamais été fort diversifiée dans sa structure professionnelle. Actuellement, elle ne l'est guère et l'enquête en milieu touareg dans la zone de Tahoua montre que l'artisanat n'occupe que 2 % de la population et le commerce moins de 0,2 %. Les groupes peuls ont, par contre, une organisation fort différente.

L'hégémonie touareg sur une large partie de ce qui est actuellement le Mali et le Niger se trouve mise en cause par la pénétration coloniale. Il y a une forte résistance initiale, puis, en 1916-17, le soulèvement de l'ensemble du pays touareg. La répression est vive et se traduit par l'élimination de la plupart des familles qui détenaient le pouvoir et la dissolution des confédérations. Ainsi, l'arrivée des colonisateurs a significativement renversé des rapports, de force entre pasteurs et sédentaires.

Dès lors, l'évolution s'opère rapidement. Pour les populations noires du sud, le relâchement de la pression exercée par les nomades permet la progression des cultures et la constitution de zones pionnières mordant de plus en plus sur les parcours traditionnels des éleveurs — processus qui s'avère, à long terme, lourd de conséquences.

Le pouvoir colonial s'appuie, d'ailleurs, sur les zones peuplées de cultivateurs ; il les protège et y recrute des auxiliaires et des relais. Ce sont

les bourgades de cultivateurs qui reçoivent les équipements administratifs mis en place par les colonisateurs et ce sont des sédentaires qui occupent les postes de commis administratifs alors que les Touaregs, les Maures, et, dans une large mesure, les Peuls, bouddent les écoles installées par les Français ou les Anglais, y voyant une institution qui détourne les jeunes de l'Islam et sert l'influence des conquérants étrangers.

En même temps que changent les rapports agriculteurs-éleveurs, des mutations profondes s'opèrent à l'intérieur de la société nomade. Déjà affaiblis par les mesures administratives, les liens entre fractions et entre familles tendent à se desserrer. On n'a plus, comme avant, besoin de se grouper pour attaquer ou se défendre.

L'ancien prestige des tribus et des familles nobles s'effrite. Chaque groupement suit une évolution qui lui est propre et, à l'intérieur de l'ensemble de la société, les captifs distendent leurs relations avec leurs maîtres.

Traditionnellement les serviteurs peuvent être « de dune », gérant le bétail qui leur est confié et parvenant à constituer peu à peu leur propre troupeau, ou de « tente », accomplissant pour la famille du maître des tâches domestiques, le gardiennage, ou, pour les femmes, la corvée d'eau, la collecte des graines sauvages, etc.

Or, l'autorité coloniale abolit le seravage et les serviteurs prennent peu à peu conscience de leurs droits. Certains hésitent longtemps à se détacher de leurs maîtres et à se risquer seuls, sans grande possibilité de subsistance. Mais, quotidiennement, d'anciens captifs quittent cependant les campements pour, le plus souvent, s'installer plus au sud.

La société touareg, déjà saignée au sommet, subit ainsi une lente hémorragie à la base. La force de travail fuit l'économie pastorale traditionnelle et les « vrais » Touaregs vont se trouver avec un troupeau de moins en moins conduit et surveillé. Pourtant le cheptel de la plupart des familles touaregs ne diminue guère. L'effectif moyen du bétail, pour un groupe de trois ménages vivant plus ou moins en symbiose est constitué par un troupeau de 11 à 20 chameaux et de 50 à 100 bovins. Mais ceci ne doit point masquer l'inégale répartition du cheptel entre les éleveurs.

Il n'y a guère de groupe d'éleveurs sans bêtes. Les individus qui ne possèdent rien sont souvent agrégés à des ménages qui eux, détiennent un troupeau. Mais près d'un tiers des groupes nomades n'ont pas plus de 10 chameaux ou/et de 50 vaches — tandis qu'un dixième du total peut aligner de 41 à 93 chameaux et/ou 200 à 600 bovins.

Ainsi, tout en perdant leur puissance, les Touaregs ont gardé ou reconstitué un troupeau d'importance non négligeable. Dans une certaine mesure, ils ont tiré avantage de la « politique de développement » du Sahel.

(1) André Salifou. « Crise alimentaire au Niger : les leçons du passé ». Formation pour l'environnement, Niamey, 1974.



Photo Christine Spengler © Sipahloglu, Paris

VENT DE SABLE. Un campement touareg en zone semi-désertique, aux confins du Sahara. Le vent souffle, soulevant des tourbillons de sable ; mais les tentes tiennent bon. Tout à gauche et tout à droite de notre photo, on distingue des mortiers à piler le mil. Au premier plan, spécimen d'épineux dont les chameaux sont friands.

LES TRAVAUX ET LES JOURS. Dans une oasis de Mauritanie, un berger conduit son troupeau vers le puits. Le va-et-vient des bêtes, de l'eau à la pâture, rythme la vie quotidienne des communautés pastorales.



Photo Henri de Châtillon © Rapho, Paris



CARAVANES DU SEL

De la Mauritanie jusqu'à l'Éthiopie, un des éléments les plus importants du trafic caravanier est constitué par le transport du sel. Le sel gemme provient de gisements naturels situés au Sahara, au Sahel, en Éthiopie, etc. Photo de gauche en bas : exploitation de la croûte de sel du lac Assalé, dans la dépression Danakil, en Éthiopie. Débité en plaques ou en pains, le sel est transporté par caravanes (à gauche) à travers le Sahel et le désert, pour être vendu dans les oasis et les marchés (ci-dessous) ou troqué souvent contre du mil. Mais, par le seul fait des longs transports caravaniers, le sel voit quelquefois sa valeur multipliée plus de vingt fois entre l'achat et la vente.



sahel

3. les nomades, ces



marginaux de l'économie moderne

LA politique de la période coloniale a été marquée par des contradictions au niveau de l'idéologie et au niveau de l'action. D'une part, on cultive le mythe de la noblesse du pasteur — touareg ou peul — et on exalte, en même temps, les paysannes noires. On prend certaines mesures en faveur des pasteurs (puits, quelques écoles nomades...) et, au même moment, on empiète sur leurs zones refuges en encourageant la fixation des bousous (serviteurs ou captifs libérés) ou en peuplant systématiquement le delta intérieur du Niger.

En fait, une étude attentive montrerait sans doute que « l'optique anti-éleveur » l'emporte le plus souvent. Et les choses deviennent plus nettes encore avec l'indépendance.

En premier lieu, on tend à considérer les nomades comme suspects. Ils se plient mal aux nouvelles institutions (comme d'ailleurs, à celles qui les précédaient).

En second lieu, on prend l'habitude de considérer les problèmes nomades avec des yeux de sédentaires.

Pour l'essentiel, la politique a été définie puis appliquée par des gens chez qui, chaque année, les pluies arrivent, de toutes façons.

L'essentiel de la politique pastorale antérieure a été poursuivi, après l'indépendance, par les divers gouvernements et appliqué dans les divers pays sahéliens selon des principes fort comparables. Le long des itinéraires de nomadisation et des voies de commercialisation, des forages ont été installés et équipés de stations de pompage qui remplaçaient, ainsi, ce que faisait jadis, la main-d'œuvre des captifs. Une organisation juridique de l'élevage, avec zones de défense et pare-feux, a même été mise en place dans certaines zones — mais, en général, sans être respectée.

De même, l'interdiction de brûler les herbes a été édictée un peu partout. Mais elle n'a pas, non plus, eu beaucoup d'effets.

Quant aux points d'eau proprement dits, ils présentent l'avantage d'assurer un abreuvement abondant et sans effort dans certains cas, d'ouvrir au parcours de nouveaux pâturages. Mais le bétail a tendu de plus en plus à se concentrer autour des points d'eau, dévastant les abords.

Surpâturage et piétinements suppriment la végétation et facilitent l'érosion. Le forage amène, autour de lui, un désert. Ce qui conduit à chercher toujours plus loin la nourriture de la journée et à accroître constamment les distances entre le lieu où l'on pâture et le lieu où l'on s'abreuve. L'alternative pour le troupeau devient alors de mourir de soif au milieu de beaux

pâturages, ou de faim aux abords des puits.

Si le forage de points d'eau et la préservation des pâturages ont eu des effets à la fois positifs et négatifs, par contre la prophylaxie vétérinaire s'inscrit, dans cette zone, comme un succès incontestable : la peste bovine et la péri-pneumonie régressent spectaculairement. Mais on constate que la conséquence de la campagne inter-Etats contre la peste bovine est une augmentation très importante du cheptel, suivie de son exploitation rationnelle — ce qui a eu pour conséquences des problèmes sociaux et d'alimentation par surpâturage.

Il devient bientôt patent que c'est la réussite même de certains aspects de la politique de « modernisation » du Sahel qui va conduire au désastre.

Le risque d'échec s'avère d'autant plus grand qu'on n'a pas beaucoup réfléchi à l'effort de formation indispensable pour accompagner les transformations en cours. L'extension de la scolarisation a en général peu touché le nord du Sahel et, là où l'on a enregistré quelques résultats, le plus clair a consisté dans le drainage d'« élites » qui, après avoir réussi, ne sont presque jamais retournées dans leur zone d'origine.

De plus, l'école, là comme ailleurs, a proposé l'alternative d'un environnement imaginaire, inspiré par les pays développés et a formé les jeunes plutôt à une existence de bureaucrates urbains qu'à la maîtrise du milieu qui les entoure.

On touche là à un aspect sans doute essentiel de ce qui s'est passé dans le Sahel. La progression de la monétarisation, la construction de nouveaux forages, le développement des techniques de médecine vétérinaire, tout cela s'opère dans une optique « de développement », visant à intégrer les populations sahéliennes dans le circuit de l'économie dominante, mais sans que l'on apprécie à leur juste valeur les risques réellement encourus dans le processus de « progrès ».

On n'a pas non plus, ni avant l'indépendance, ni après, posé des questions comme celles-ci : à qui vont les profits dans l'écoulement des productions du Sahel et dans la distribution de certains produits que consomment les nomades et les paysans de cette zone ? Quelle partie de ces profits est-elle réutilisée au bénéfice de la zone et quelle partie est expatriée, vers l'Europe notamment — ou bien reste entre les mains d'éléments de la population urbaine ?

Comment par exemple, convient-il d'apprécier la politique des ranchs, qui tend à prendre de l'ampleur ? Il est d'autant plus facile d'éviter de telles questions que la tâche de « mo-



Le mil nourricier

C'est sur la culture du mil que repose une bonne part de l'économie rurale du Sahel. Cultivé par les populations sédentaires (sur notre page de gauche, épis de mil moissonnés), le mil est troqué ou vendu contre la viande et le lait fournis par les éleveurs nomades (voir aussi page 22). Ci-dessus, un paysan prépare les trous pour les semailles du mil ; la méthode des labours profonds n'est, en effet, pas praticable dans les sols tropicaux. Sur la photo du haut, récolte du mil au Niger. Les hautes tiges du mil protègent le sol contre l'érosion éolienne et lui gardent sa fécondité.

▷ **dernier** » le Sahel se trouve émietté entre de multiples instances.

L'environnement est rarement saisi dans sa globalité. La population n'entre en compte qu'au titre d'une donnée comme les autres. La réussite technique — la croissance rapide du troupeau sahélien — masque de sérieuses raisons d'inquiétude. L'isolement, le cloisonnement et l'ignorance de la complexité et de l'inter-dépendance des facteurs socio-économiques et physiques du milieu nomade ont longtemps caractérisé les actions ayant porté sur l'élevage sahélien de la Boucle du Niger.

Les efforts d'aménagement de ce secteur, qu'ils proviennent de l'administration coloniale ou des responsables nationaux de l'après-indépendance, portaient, de ce fait, dans leurs structures, l'échec et la déception.

Dans les plans de développement, l'objectif est souvent l'accroissement numérique du cheptel, sans qu'on prête suffisamment d'attention à l'organisation pérenne de l'espace pastoral, au contrôle par les pasteurs eux-mêmes de la charge en bétail et à l'utilisation correcte des points d'eau.

La logique des choix est en général dictée par les calculs de rentabilité, selon des critères élaborés dans les pays industriels pour répondre à des besoins tout différents.

Cette orientation implicite de la politique sahélienne, ces déficiences et ces dangers que les techniciens souvent ne percevaient guère, les nomades et aussi nombre de paysans les saisissaient parfaitement.

Par exemple, dans le Ménaka, la réalisation de quelques forages « modernes » a déclenché une réaction paradoxale des éleveurs nomades de la région. Ceux-ci n'ont pas modifié « leur calendrier pastoral », ils se sont même abstenus de pâturer dans la zone desservie par ces nouveaux points d'eau.

En un sens, les pasteurs tirent quelques avantages de ce que fait l'État, y compris en matière de santé, notamment grâce aux vaccinations : il en résulte une nette régression de la rougeole et de la variole. Par ailleurs, ils y décèlent des éléments qui interfèrent dans la manière qu'ils ont de conduire

Le mil compose l'essentiel de la nourriture quotidienne des sédentaires et des nomades du Sahel. Toutefois le mil ne suffit pas et une nourriture composée exclusivement de mil entraîne des carences alimentaires graves, parfois mortelles. Les protéines (viande et lait) sont indispensables (voir aussi légende page 21). Ici grenier à mil typique des villages de Djermas, agriculteurs sédentaires des environs de Niamey, au Niger. Il est constitué d'un dôme de tiges de mil nattées, monté sur pilotis de bois, pour éviter les attaques des rongeurs et des insectes. Néanmoins, les pertes sont de l'ordre de 5 à 10 % selon les experts de la FAO.



Photo © J.-F. Schiano, Paris

leurs troupeaux et tendent à les contraindre à la commercialisation.

Un fait est passé souvent inaperçu, quoique décisif dans l'évolution des confins sahélo-sahariens au cours des deux dernières décennies : le progrès de l'élevage spéculatif, suscité notamment par la croissance rapide des grandes agglomérations de la côte.

Une tendance se développe, qui revêt trois aspects principaux : augmentation de la proportion de bovins dans le troupeau, efforts pour une croissance plus rapide du cheptel et commercialisation beaucoup plus large des produits de l'élevage.

Le Sahel et, tout particulièrement, la Boucle du Niger deviennent ainsi le lieu de contacts entre un système d'élevage « retardé » et un système plus directement intégré au circuit de l'économie dominante.

La majeure partie des Touaregs se situe dans le premier. L'attachement aux valeurs traditionnelles, un accroissement du troupeau qui ne signifie pas nécessairement l'extension de la commercialisation, la préférence donnée au troc dans les échanges, apparaissent comme des caractéristiques essentielles.

Au contraire, dans le système de l'élevage marchand, on trouve des commerçants Diawambé, des éleveurs sédentaires Songhai et certains Bousous sédentarisés — tous largement tournés vers le marché.

Cette persistance, chez les Touaregs notamment, d'une attitude limitant à peu de choses les contacts avec l'économie monétaire, ne signifie nullement qu'il y a stagnation et immobilisme dans cette société.

Au contraire, les signes d'évolution ne manquent pas. « Au contact du paysan, son voisin et partenaire du sud, l'éleveur nomade de la Boucle du Niger apprend à consommer davantage, à éprouver de nouveaux besoins.

Les femmes sont les premières victimes de cette confrontation de deux genres de vie qui diffèrent par la propension à produire et à consommer davantage. Elles assument déjà chez les Touaregs les plus importantes responsabilités du ménage, quand bien même elles ne travaillent pas. Elles détiennent le budget familial, assurent ou ordonnent les dépenses quotidiennes.

« Leur goût des parures, des tissus et des produits de traite laisse à penser qu'elles jouent un rôle moteur dans la reconversion des mentalités dans une communauté pastorale » (1). On voit poindre en milieu touareg, de nouvelles habitudes de consommation. La monétarisation progressive des rapports économiques constitue un élément déterminant.

Longtemps, le troc était de règle dans l'ensemble du Sahel. Il s'opérait, historiquement, sur des bases peu favorables aux paysans et était conçu, de manière à ce qu'ils puissent avoir du lait et de la viande, mais soient incapables de constituer des trou-

peaux. Quand le rapport de force entre pasteurs et cultivateurs s'est modifié, et quand l'âge a emporté la génération de ceux qui le gardaient présent à l'esprit, il a fallu que les nomades consentent ce qu'ils avaient longtemps refusé : troquer des sacs de mil ou de maïs contre des génisses, et permettre aux cultivateurs de se constituer eux-mêmes un troupeau.

Les Touaregs ont donc été dessaisis de leur quasi-monopole en matière d'élevage et, dans nombre de points d'échange ce sont désormais les sédentaires qui fixent leurs conditions.

Ainsi se généralise le recours à la monnaie — qui permet de rompre avec l'ancienne structure des échanges.

L'ensemble de ceux qui vivent au Sahel subit par ailleurs certains effets de l'économie de traite et du système de prélèvements sur la production paysanne. La fraction du troupeau et de la récolte qu'on doit commercialiser pour payer l'impôt et acquérir quelques articles (thé, sucre, tissus, couvertures, etc.) s'accroît.

Pour l'ensemble des populations du Sahel la valeur du bétail et du mil est dépréciée par rapport à l'impôt et aux articles fabriqués : pour les nomades, la valeur du bétail est dépréciée par rapport à la valeur du mil.

Les nomades se trouvent ainsi exploités deux fois, d'une part, lorsqu'ils paient l'impôt et achètent certains articles venant d'ailleurs ; d'autre part, lorsqu'ils se procurent du mil.

Mais cette exploitation, tant que les conditions climatiques sont normales, n'a guère de prise sur le mode de vie spécifique des nomades. Il s'y ajoute qu'une certaine extension du troupeau, favorisée par la « modernisation », compense quelque peu la dégradation des termes de l'échange.

Cependant, au progrès de la monétarisation correspond l'insertion dans la société sahélienne d'éléments dont le rôle sera d'accélérer les échanges et de prélever plus systématiquement des profits sur les ressources des pasteurs.

En effet, l'accroissement de la circulation monétaire et la perspective d'établir des circuits commerciaux à longue distance à partir de stocks de bétail qu'on peut acquérir à un prix « raisonnable » allaient inciter des maquignons à s'aventurer jusqu'à proximité des refuges saisonniers et des zones de parcours des nomades.

Il semble qu'il n'y ait guère plus d'une décennie que ces nouveaux réseaux se soient mis en place.

Par exemple, on note que « de 1962 à 1967 les commerçants de bétail originaires du delta intérieur du Niger ont pénétré au nord dans le Gourma où ils se sont installés le long du fleuve » (1). Il s'agit surtout des Diawambés, maqui-

(1) Ba Sayon Fofana. « L'élevage bovin dans la Boucle du Niger » - Faculté des Lettres, Rouen, mars 1974.

(2) Yveline Poncet. Ouvrage cité, page 11.

gnons de tradition, et des Sarakolés. Tous se sont très vite adaptés aux conditions particulières de l'élevage sédentaire dans la vallée du fleuve.

L'une des conséquences de cette intrusion de nouveaux venus a été un appel pressant de main-d'œuvre pastorale salariée, spécialisée ou non, dans les zones d'élevage de la Boucle du Niger.

L'apparition de nouveaux types de relations entre l'élevage « retardé » et l'élevage spéculatif, et la modification des rapports d'échanges s'accompagnent d'une compétition de plus en plus vive pour l'espace sahélien : la progression pionnière des sédentaires.

D'abord interviennent les progrès en zone d'agriculture sèche des paysannes noires chez qui le taux d'accroissement démographique amène un doublement en trente ans. Ces paysans ont besoin de plus d'espace, non seulement parce qu'ils deviennent plus nombreux, mais aussi parce que, aux cultures de subsistance, se sont ajoutés l'arachide et le coton.

Mais il n'est pas certain que cette extension des superficies cultivées n'ait pas été, pour une large part, un gaspillage. « Dès avant que la sécheresse ne devienne dramatique, on assistait à une dégradation dans les soins apportés au travail des champs : techniques abandonnées ou négligées, organisations collectives traditionnelles d'entraide agricole qui disparaissent, migrants censés revenir pour la saison des cultures et ne le faisant pas toujours, tout se passe comme si les paysans cultivaient mal des surfaces trop grandes » (2).

La frange pionnière n'est pas seulement occupée par des paysans venus du sud, ou par des villages qui se trouvaient sur place et qui s'étendent. Dans ce qu'il reste d'espace intercalaire, des Bousous viennent installer des cases ou des tentes et opèrent des défrichements extensifs : ils vont vivre à la fois de quelques céréales, de produits de cueillette et, s'ils ont quelques bêtes, des produits de l'élevage. En tout cas, pour les nomades et transhumants, l'accès des chaumes et des jachères n'est plus aussi libre que par le passé.

Ce qui est encore plus grave pour les éleveurs, c'est surtout la confiscation des zones où il existe de l'eau : protection par des haies ou par des clôtures, des cultures de décrue autour des mares et sur les bords des fleuves ou de cuvettes plus ou moins aménagées, extension de la riziculture.

Là où les troupeaux peuvent encore avoir accès se produit rapidement une surpâturage qui se traduit par la disparition d'herbes se renouvelant difficilement. En fait, les villageois interdisent de plus en plus aux pasteurs l'accès des zones-refuges, et plus l'année est difficile, plus on veille jalousement à ne point tolérer d'étrangers alentour.

Ceux qui se déplacent avec les bêtes se voient ainsi à la fois gênés

▶ dans leur parcours et partiellement écartés des zones les plus favorables.

« Des indices tels que la multiplication des conflits entre éleveurs et paysans à propos des terrains de parcours et la réduction très nette, progressive, du temps de séjour du cheptel transhumant dans la vallée confirme l'extension des cultures irriguées au détriment des pâturages » (1).

Ce cantonnement ou refoulement progressif des pasteurs ne va pas sans difficultés.

En effet, certains groupes nomades ont été ainsi amenés à remonter vers le nord. On considère que, de 1940 à 1970, la limite nord de la zone parcourue par les Peuls nomades s'est reportée du 15^e au 18^e parallèle, c'est-à-dire qu'elle a fait un bond de plus de 200 km.

Cette pénétration vers le nord se fait avec le zébu bororo, cette vache à robe fauve à bosse très marquée et aux cornes en forme de lyre qu'affectionnent les Peuls, mais qui se trouve là un peu en marge de son domaine écologique normal. Car elle est plus massive et moins résistante que la vache azavaq qu'élevaient les Touaregs.

De plus, dans la composition du troupeau peul, les bovins l'emportent largement, alors que le troupeau touareg est plus diversifié et que, sur un même pâturage, ovins et caprins peuvent brouter autre chose que ce que mangent les bovins.

Aussi n'est-il pas surprenant que le cheptel bororo ait été l'un des plus exposés aux effets de la sécheresse prolongée.

En tout cas, l'arrivée de cet élevage spécialisé supplémentaire provoque une aggravation excessive de la surcharge des pâturages et aussi une consommation excessive des ressources notamment en graines sauvages que les hommes auraient pu consommer eux-mêmes, s'ils n'avaient été devancés par le bétail.

Enfin, cette intrusion provoque, bien sûr, des conflits avec les Touaregs déjà en place.

La conséquence la plus grave de l'expansion des sédentaires et de la remontée des nomades dans le nord est la mise en question de la gestion traditionnelle des pâturages et des puits.

D'une part, dans la partie méridionale du Sahel et dans les zones-refuges, de nouveaux venus se sont installés et ont un cheptel qui s'accroît régulièrement. D'autre part, parmi les nomades eux-mêmes, certains groupes empiètent sur des pâturages qui ne sont pas traditionnellement les leurs.

Les coutumes et les pactes concernant l'usage des parcours et des puits « s'estompent sous la pression conjuguée de nouveaux propriétaires du bétail et de l'aménagement par l'Etat des pâturages » (1). Des groupements qui

avaient eux-mêmes creusé leurs puits et qui les géraient se trouvent désormais dépossédés du contrôle et de l'organisation de leurs pâturages. C'est après la dépossession politique, la dépossession économique — surtout au détriment des familles touaregs.

Un fait extrêmement grave réside dans l'ouverture des points de forage à qui s'y présente. Ceci supprime tout contrôle par les chefferies et assemblées traditionnelles, alors que les mesures législatives et réglementaires « modernes » ne sont guère appliquées. En fait, la liberté géographique des éleveurs conduit à la désorganisation de l'espace pastoral.

Il y eut bien un effort des autorités pour substituer à la coutume d'autres réglementations. Il fut, le plus souvent, mal accueilli par les éleveurs.

Pourtant, après les premières années de sécheresse, l'attitude de nombre de pasteurs se modifie. A des pratiques qui les excluent totalement de certaines zones, ils préféreraient parfois l'application loyale de ce qui a été décidé.

Quand même, on aurait tenté, à ce moment-là, une réorganisation de l'espace sahélien, il était trop tard.

Le fait déterminant — conséquence des aléas de la pluviosité — est le raccourcissement ou la disparition de la période de végétation active.

Ainsi certaines graminées fort sensibles au volume des précipitations, se plient aux rigueurs de la sécheresse mais elles n'émettent qu'un ou deux brins au lieu de cinq ou six. Dans de vastes zones, la strate herbeuse fait totalement défaut : un sol désespérément nu.

En ce qui concerne l'*Acacia Senegal* (ou gommier blanc), la longueur moyenne de la feuille passe de 34,3 millimètres en 1971-72, à 24,7 en 72-73.

La production de fruits accuse des déficits encore plus grands : un arbre sur six seulement fructifie la seconde année. Phénomène plus grave encore : la mort d'une forte proportion d'arbres et d'arbustes au cours de l'année 1972-73 : pour *Acacia Senegal*, plus de la moitié.

Aux conséquences immédiates de la sécheresse s'ajoute l'action des éleveurs qui n'ont pas hésité à détruire ou mutiler ce qui restait d'arbustes et d'arbres. Dans l'espoir de sauver leurs troupeaux, ils ont fait reculer dangereusement la végétation arborée et arbuscive du Sahel.

Or, arbres et arbustes sahéliens ont des fonctions d'une extrême importance. Autour d'eux, sous leur ombrage, ils constituent des micro-refuges favorables à la flore herbacée et à la micro-faune, zones à partir desquelles l'une et l'autre peuvent s'étendre à nouveau et reconquérir les espaces intersticiels. Cette ombre abrite aussi les bêtes domestiques, notamment les jeunes qu'elle protège contre l'ardeur du soleil — de même, éventuellement, que les pasteurs eux-mêmes.

Les éleveurs souffrent de cette sécheresse de bien des manières. Une succession d'années déficitaires jusqu'en 1972 affaiblit le cheptel, provoque déjà une certaine mortalité et, chez les agriculteurs, amène une diminution des réserves qu'ils conservent pour leur subsistance ou qu'ils destinent à la vente.

Or, l'année 1973 apporte des pluies à la fois maigres et fort mal réparties dans le temps. Les cultures sèches donnent des résultats médiocres. Les cultures irriguées ne fournissent pas ce qu'on attendait, car aussi bien les grands fleuves que les nappes ou les mares n'ont pas eu assez d'eau pour inonder jusqu'à leur lit majeur et permettre ainsi les habituelles cultures de décrues.

Les pâturages — on le sait — s'évanouissent. Contrairement à ce qui se produit d'habitude, les ovins et caprins d'une part, les bovins de l'autre deviennent concurrentiels pour les mêmes herbes et les mêmes arbustes. Les mares et nombre de puits tarissent. La réduction ou la disparition des eaux de surface affecte immédiatement l'éleveur ou le paysan car ce sont celles qui sont le plus facilement accessibles et celles qu'ils peuvent utiliser avec les techniques et l'outillage dont ils disposent.

C'est au niveau des groupes humains que la défaillance de l'environnement apparaît la plus dramatique. Ceux-ci, on l'a vu, s'accommodaient du milieu aride, pour les nomades en se déplaçant et en utilisant ainsi les maigres ressources là où elles se trouvent, pour les sédentaires, de plusieurs manières en utilisant l'eau de façon le plus souvent pertinente, en cherchant à minimiser les risques à travers leur système de culture ainsi qu'en stockant pour plusieurs années des graines destinées à leur consommation propre et, éventuellement à des échanges avec les nomades. Ainsi, les hommes du Sahel assuraient eux-mêmes la couverture du risque de pénurie alimentaire.

Désormais, ce n'est plus le cas. L'extension des itinéraires de parcours n'a pas suffi, le troupeau s'accroissant, à assurer une alimentation minimale du cheptel et, lorsqu'il restait quelque paille, c'était souvent loin des points d'eau dont les abords se trouvaient totalement dévastés. Ainsi, la nomadisation n'a plus joué son rôle traditionnel.

Parmi les cultivateurs, le système ancien de culture s'est certes maintenu, mais avec intrusion dans la zone sud du Sahel de cultures comme l'arachide ou le coton qui se sont avancées imprudemment vers les zones fragiles et ont perturbé l'ancien assolement.

La régression de l'environnement sahélien et la dislocation des sociétés du nord du Sahel prennent en 1972 et 1973 une allure difficilement réversible. Il devient évident que l'accroissement des troupeaux a été excessif.

En 1972, les effets cumulés des mauvaises années précédentes provoquent

(1) Ba Sayon Fofana. Ouvrage cité page 23.

une rupture cette fois irrémédiable entre l'importance du cheptel et ce qu'il reste de pâturages accessibles.

La charge du cheptel autour de certains puits devient si importante qu'elle les tarit. Entre les points d'eau où l'on peut encore s'abreuver d'une part, entre ceux-ci et les parcours encore utilisables d'autre part, la distance devient toujours plus grande que le bétail affaibli et assoiffé s'efforce de parcourir. Les zones-refuges ne jouent plus qu'imparfaitement leur rôle.

Mais le cheptel est-il toujours aussi important? Par exemple, où en est le troupeau des Touaregs au moment où ils se décident à l'exode? Il a déjà subi des coupes sombres.

Peut-être n'est-il pas très grave que la presque totalité des chevaux et deux tiers des ânes soient morts. Mais autrement inquiétante pour les pasteurs est la perte de plus de la moitié des chameaux et des caprins ainsi que des 3/7^e des bovins.

Le cheptel, déjà amputé numériquement, a une valeur marchande qui diminue de jour en jour. La tendance était déjà à une dépréciation des produits de l'élevage par rapport aux productions des sédentaires. Maintenant, ce à quoi on assiste est un véritable effondrement des termes de l'échange au détriment des éleveurs. Après trois années de déficit céréalier, le sac de 80 kg de mil se vendait à Gao, en mai 1972, entre 5 et 20 000 francs maliens. Mais la vache ne valait plus que 1 000 francs maliens, la génisse 3 000, le veau 450 francs.



Photo Alain Noguès © Sygma, Paris



Photo © J.-F. Schiano, Paris

L'eau, le pâturage, le mil, toute la vie du Sahel tient en ces trois mots. Pour le paysan sédentaire, les risques de pénurie sont moins grands que pour le nomade, même en période de sécheresse. Ainsi (photo du centre), dans un village haoussa du Niger, on pile le mil à l'ombre de la case de chaume (à droite sur la photo); les greniers à mil, cylindriques et chapeautés de paille (à gauche) sont remplis pour la saison sèche. Mais pour les nomades, c'est toujours la longue attente autour de puits trop rares, ou l'aléatoire ravitaillement en eau, même quand il ne s'agit pas de sécheresses catastrophiques. Sur la photo à droite, prise avant le drame des années 1973 et 1974, on voit les troupeaux de divers éleveurs touaregs attendant patiemment leur tour pour boire auprès d'un puits. Sur la photo du haut, on tente aujourd'hui de réensemencer des pâturages détruits par deux années d'une sécheresse telle que l'herbe n'a pu y repousser.



Photo © Salgado

sahel

4. vingt mille sont



Photo © Claude Sauvageot, Paris

arrivés, nul ne sait combien étaient partis

UN jour, les nomades que chassent la sécheresse et la faim, arrivent quelque part — en un point où quelques réfugiés ont déjà échoué, à proximité d'un centre où l'on peut au moins boire et mendier. Et, dans certains cas, ce noyau devient lieu de distribution de vivres ; cela se sait, d'autres errants arrivent.

La descente le long des deux rives du Niger conduisait une large part des nomades maliens vers le camp du Lazaret, près de Niamey. Par ailleurs, la série d'ouadis et de marigots menait aussi vers la capitale nigérienne. Aussi est-il fort compréhensible que ceux qui cherchaient à boire et espéraient trouver quelques pâturages de zone humide aient suivi ces cheminements. Il s'ajoutait, pour certains, le sentiment que c'est seulement auprès d'une grande ville qu'on peut obtenir un minimum d'aide.

Ainsi quelques groupes s'installent à Niamey, aux abords du Lazaret dès 1973, et se gonflent rapidement. En novembre-décembre, ces réfugiés passent brusquement de 4.000 à 6.000. Puis en janvier 1974, on atteint 10.000. En février on dépasse 12.000. Le maximum se situe en août 1974 : 22.000.

Il semble bien qu'on n'ait au Lazaret que des lambeaux de familles. « Aucune famille, actuellement, n'est complète au Lazaret. On ne sait pas si nos parents restés au pays vont nous rejoindre ici ou si nous allons repartir pour essayer de les retrouver. »

Une famille de Gao présente une silhouette inquiétante. On y trouve six hommes entre 30 et 65 ans, et une seule femme de plus de 15 ans. Il est impensable que ces hommes n'aient pas été mariés : où sont les épouses ? De surcroît, voici onze adultes (plus de 15 ans) avec seulement six enfants, dont aucun n'a moins de cinq ans : où sont les autres enfants ?

Sur un plateau, presque sans arbres, balayé par le vent de sable — et où l'on ne trouve qu'un dispensaire et quelques cases djerma — c'est là que sont entassés les rescapés de la sécheresse et de la famine.

Cet environnement de détresse est durement ressenti par les nomades. On a accès à l'eau, mais chichement. Et ce qui gêne le plus les réfugiés ce sont, pour les trois quarts des familles, les odeurs et les mouches et, pour plus de la moitié, « des vers qui sucent le sang ».

On ne peut pas tirer grand chose des alentours : pour l'habitat quelques branchages et, avec un peu de chance, quelques tiges de mil. Pourtant, dans quatre cinquièmes des foyers, on va glaner en brousse le bois pour faire la cuisine. Un quart des familles uti-



Photo Georg Gerster © Rapho, Paris

Tout dans la tente des Touaregs (ci-dessus) provient de leur environnement : piquets, nattes de fibres en rideaux, tapis de poils aux motifs traditionnels qui isolent du sable et du froid, etc. Bouilloires et thé sont importés ; ils sont devenus indispensables aux cérémonies de l'hospitalité. Sous la tente, les Touaregs déplient des lits du même genre que celui ci-dessous, avec pieds et montants dont la solidité n'exclut pas la finesse artistique ; les nattes, ici roulées pour le voyage, sont destinées à couper le vent. Chez les Wodaabe, Peuls Bororo, ce sont les femmes qui ont coutume de porter ce matériel sur la tête au cours des déplacements. Page de gauche, femme touareg du Niger.

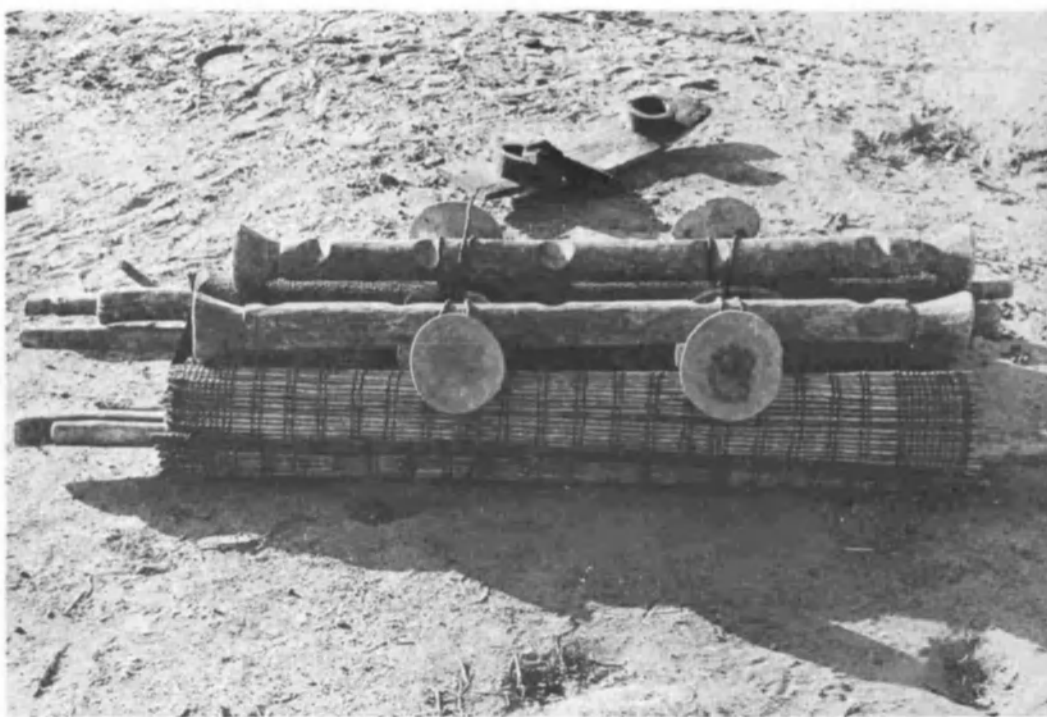


Photo © J.-F. Schlano, Paris

► lise, de surcroît, la paille de mil. Alors que c'était la règle dans la zone d'origine, ici c'est seulement un vingtième des nomades qui se sert de combustibles d'origine animale : il n'y a plus guère de troupeau pour le produire.

A l'arrivée, la majorité des nomades n'a plus de quoi s'abriter et dormir. Les tentes, coussins et couvertures — à quelques exceptions près — ont été vendus en cours de route, ou tout simplement abandonnés quand il n'y a plus eu d'animaux pour les porter. Seuls, ou presque, les Wodaabe font exception, chez qui les femmes ont porté sur la tête, comme elles ont coutume de le faire, les ustensiles usuels et, parfois, les pièces de bois sur lesquels on dresse le lit.

Depuis leur arrivée à Niamey, la presque totalité des nomades a eu, chaque jour, quelque chose à manger. Non pas que les distributions aient assuré à chacun une ration suffisante : mais, en tout cas, ces distributions ont été systématiques et régulières.

Pourtant, les nomades vivent dans la hantise que l'on arrête ces dons. Si on les interroge sur leur souci principal, la moitié répond : les vivres.

Fin janvier 1974 on compte près de quatre cents tombes au cimetière du camp. Pourtant, il est vrai, après l'épreuve de l'exode, que l'on meurt moins au Lazaret.

Mais comment faire face à cet afflux de nationaux et d'étrangers, dans un état aussi désespéré de malnutrition et de morbidité ?

Au cours du mois qui a précédé l'enquête au Lazaret, il y a quand même la moitié des familles où au moins une personne a reçu des soins. Quant aux carences nutritionnelles, elles sont sérieuses, mais peut-être moins qu'on pourrait le craindre : les plus atteints sont déjà morts.

Il existe au Lazaret les premiers signes d'un réveil, d'une réaction, d'une volonté nouvelle des nomades de reprendre en main leur sort. Ce n'est encore que le fait d'une minorité fort limitée, mais, cette attitude nouvelle amenait, à la fin du premier trimestre de 1974, des réfugiés à réaliser les premiers rudiments d'aménagement de l'environnement du camp.

Vers la même période, sept écoles improvisées commencent à fonctionner tandis qu'un groupe d'animation féminine se met au travail. Avec ce début de réorganisation de leur environnement, pour les nomades réfugiés au Lazaret commence peut-être la fin d'une attitude de passivité.

La rupture avec l'environnement initial demeure totale. Le cheptel, on le sait, donnait son lait et sa viande, assurant directement la nourriture quotidienne, ou permettant un échange contre du mil. A partir du cuir et de la toison des bêtes, on faisait des harnais, des outres, des tentes, des vêtements. Et la bouse même était utilisée comme combustible.

Désormais, les vivres arrivent de

loin, par avion ou par camion avec des couvertures et des vêtements. Les emballages et les déchets de la ville deviennent matériaux pour la cabane ou combustibles pour la cuisine.

Ainsi, ce problème de l'alimentation aléatoire que jadis les hommes du Sahel parvenaient à résoudre tant bien que mal, ne peut désormais trouver de solution que dans une assistance mondiale. Car se sont brisés en même temps le lien du groupe humain avec le milieu sahélien et ce groupe lui-même.

Il reste les débris d'un peuple, en proie à la détresse, dans un environnement d'assistés. Que peut-il bien attendre de l'avenir ?

Pour les nomades qui ont perdu tout leur troupeau, la situation reste difficile. « Le dépaysement est total, dans les horizons inconnus, dans des pays dont ils ne parlent pas la langue. Rien de leur cadre n'est conservé, ni l'habitat (mais ils ont quelquefois reconstitué des tentes de fortune avec des matériaux inusités : cartons ou tôles de bidons), ni les habitudes alimentaires. Les bêtes de bât font défaut.

« Les hommes doivent faire l'apprentissage, long et difficile, du travail de journaliers, ou d'artisans, reconversions que leur société organisée en castes n'aurait pas tolérées en temps normal. Les familles réfugiées dépendent alors pour la vie quotidienne de la charité et de la bienveillance publiques, toujours incertaines, des menus travaux qu'on leur confie (porter l'eau et le bois, piler le mil...) » (1).

Maintenant qu'ils sont au camp, nombre de nomades vont sombrer dans une morosité qui paraît sans limite.

La plupart rêvent, pourtant. Cinq réfugiés sur six, parmi les adultes, disent qu'ils font des songes. Tel chef de tente « ne rêve que de la famine ». D'autres « qu'au camion qui leur distribue des vivres ». Beaucoup revoient leur vie passée : « nous rêvons d'avoir nos animaux et de rester en brousse comme d'habitude ».

Rester ou repartir ? Quelle est en définitive l'opinion des réfugiés sur ce point crucial ? Il en est pour vouloir regagner la zone d'origine. « On veut retourner, si on a les possibilités matérielles, le jour où on aura quelque chose entre nos mains... je peux rester, ce sera pour toujours. Si je peux vivre dans mon pays, je ne vivrai nulle part ailleurs ».

Mais c'est seulement un nomade sur dix qui pense au retour et ces points de vue sont l'exception.

Le sentiment le plus répandu est que la nation touareg vient d'être contrainte à une migration massive et qu'il lui faut trouver un nouveau pays.

Mais, un autre aspect existe, dont l'importance n'est pas moindre : c'est le traumatisme psychologique dont les nomades semblent souffrir maintenant.

Ils se disent brimés. Tout d'abord, sur le plan économique : ils prétendent qu'en échange de leur bétail, dans les marchés du Mali, on ne leur offre que des quantités trop faibles de mil. Ainsi, expliquent-ils, leur pouvoir d'achat en tant qu'éleveurs ne cesse de s'abaisser.

D'autres prétendent qu'ayant dressé des zeriba d'épines pour mettre les veaux à l'écart de leurs mères, les goumiers leur infligent des amendes, prétendant qu'ils ont coupé des espèces arbustives protégées. Ils allèguent également le fait qu'on les oblige à payer une taxe exorbitante pour tout puits nouveau qu'ils veulent forer.

Il est moins important de vérifier la matérialité de ces faits que de constater combien ils paraissent ancrés dans la conscience touareg et de tirer les conséquences de cet état d'esprit. Pour nombre de réfugiés, cet exode de la sécheresse est au fond une migration à résonance politique. On a là des hommes et des femmes qui, finalement, sont à la recherche non seulement d'un peu de nourriture et d'eau, mais aussi d'une tranquillité, d'un havre de paix, d'un lieu où leur peuple puisse — peut-être — espérer exister encore.

Si les parents ne voient guère d'avenir pour eux dans la zone d'où ils viennent, ils en tirent la conséquence logique : ils veulent pour leurs enfants, une autre vie que la leur.

Beaucoup d'entre eux voient l'évolution des temps, ils voient que les animaux ne rapportent rien. « On ne veut pas, disent-ils, que les enfants soient pasteurs ; maintenant on comprend que la vie sédentaire est meilleure que la vie nomade ».

Dans l'ensemble, un tiers d'entre eux envisage que les enfants fassent le même métier que leurs parents. Un sixième des chefs de famille subordonne cela à la reconstitution d'un troupeau suffisant. Cependant, un peu plus de la moitié des nomades réfugiés ne souhaite pas que leurs enfants soient pasteurs.

Ceci suppose que la nouvelle génération reçoive une autre éducation que celle qui l'a précédée.

L'ARRIVÉE DES SECOURS PAR TERRE ET PAR AIR.

De nombreux pays dans le monde entier ont répondu à l'appel de la misère et de la famine qui ont frappé les populations du Sahel. Par bateaux, par colonnes de camions (à droite, en haut, une caravane de secours anglais) et par avions des vivres ont été envoyés de toute urgence dans le Sahel. A l'initiative de la Belgique, un pont aérien a été établi entre ce pays et le Niger ; à droite, un des avions belges salué par des Touaregs à son arrivée au Niger. En 1973 et 1974, les avions belges, à eux seuls, par exemple, ont permis de transporter 5 330 tonnes de vivres et de matériel au cours de leurs 1 755 heures de vol, représentant 700 000 km.

(1) Yveline Poncet. Ouvrage cité, page 11.



A droite, école improvisée en plein air pour les enfants réfugiés dans un camp de secours près de Niamey (Niger). Au début de l'année dernière, les réfugiés ont spontanément créé sept de ces écoles dans le camp. Pour l'heure, coupés de leur environnement naturel, la grande majorité des parents du camp considèrent l'école comme la clé d'une nouvelle existence pour leurs enfants. Page suivante, bergers touaregs au Tassili dans le grand sud algérien, là où le vent et la pluie ont sculpté des formes fantastiques dans les falaises.

L'EXODE a brusquement valorisé les quelques enfants qui avaient peu ou prou fréquenté l'école. Ils ont pu communiquer avec des gens d'ethnies diverses. Surtout, ils se sont trouvés les mieux placés pour obtenir le maximum auprès des personnes apportant des secours, par exemple en servant d'interprètes ou — position particulièrement enviée — de truchement dans les distributions de vivres.

Les nomades ont alors saisi que c'était ces jeunes qui avaient les meilleures chances de trouver un travail relativement bien rémunéré et de s'intégrer dans la vie moderne. Il est des adultes qui souhaiteraient eux aussi, apprendre, tel ce Touareg de Gao : « si j'avais moi-même les moyens pour aller à l'école, j'irais ».

La volonté d'envoyer les enfants à l'école est désormais affirmée avec force : 96 % des chefs de famille disent qu'ils souhaiteraient scolariser leurs enfants d'âge scolaire. Mais sous quelle forme ?

Il ne fait aucun doute qu'ils considèrent la maîtrise d'une langue de grande circulation comme un élément essentiel de la formation.

N'ont-ils pas d'opinion sur les valeurs à transmettre à la génération suivante ? Il en est pour qui l'enfant doit déterminer lui-même son style de vie : « quand il sera instruit, c'est à l'enfant lui-même de choisir les qualités qui lui conviennent ». Est-ce tirer les conséquences logiques de l'impossibilité actuelle pour les parents de nourrir les leurs et de continuer d'exercer une autorité effective ? Est-ce prendre conscience du fait que les valeurs nomades ne seront pas d'une grande utilité dans la vie urbaine ? Peut-être les deux à la fois.

La formation envisagée pour les jeunes se trouve donc en rupture nette avec ce que rêvaient les aînés. Les Touaregs renoncent en somme à la transmission de leurs valeurs traditionnelles à travers l'éducation. Ne vont-

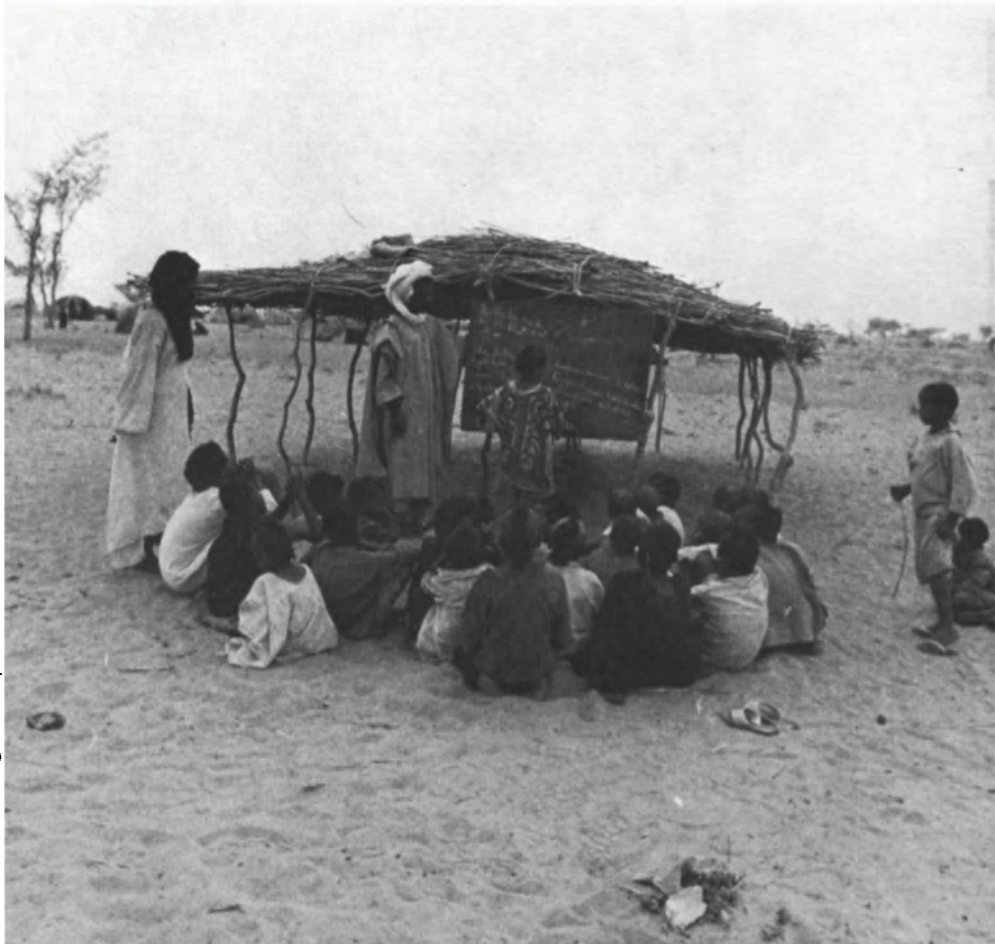


Photo David Burnett © Gamma, Paris

ils pas abandonner ces valeurs dans d'autres domaines ?

L'attitude présente des nomades à propos des perspectives de mariage de leurs filles a de quoi surprendre.

Pour certains, « même la misère ne justifie pas d'abandonner les principes de vie », telle cette famille de Gao qui ne mariera ses enfants qu'au groupe des marabouts : « même un richard n'aura pas ma fille », dit le père de famille. C'est là un point de vue minoritaire. La plupart des nomades sont parfaitement conscients du bouleversement que l'exode entraîne dans les choix matrimoniaux. « Avant je ne donnais mes filles qu'aux musulmans, sans distinction de race. Maintenant, n'importe qui viendrait avec de la nourriture, je lui donnerais ma fille ».

Quelques chefs de familles évitent de prendre position devant cet effondrement des attitudes traditionnelles de la société touareg en matière de mariage et se retranchent derrière le libre choix de la fille.

Il existe des signes qui donnent à penser que les Touaregs rompent avec l'image qu'ils avaient d'eux-mêmes.

Pour beaucoup de réfugiés, le lien religieux est apparu le seul qui puisse

subsister entre eux ; l'Islam met en évidence quelque chose de commun avec la population qui les accueille.

Les relations de subordination et de clientèle se sont pratiquement effondrées, encore que certains « captifs » se raccrochent à leurs maîtres comme à l'unique planche de salut ; inversement, quelques serviteurs ou artisans ont eu pitié de leurs maîtres, incapables, au début, de toute autre tâche que celle de l'éleveur.

C'est dans l'épreuve que certains nobles ou hommes libres ont pu donner leur mesure — partageant l'eau rare et la nourriture entre leurs enfants et leurs captifs. Mais nombreux, parvenus au point où ce type de comportement signifie la mort, ont choisi de déroger et de survivre. Dans les camps, on est « mêlé », de toutes façons. Et la hiérarchie sociale a tendance à s'inverser. Le marché des centres urbains permet aux cordonniers, forgerons et bijoutiers d'écouler leurs fabrications de manière plus profitable que dans les campements.

Dans l'environnement sahélien, l'entraide entre familles faisait partie des conditions de survie d'un milieu et, dans les relations sociales, constituait l'une des règles du jeu.

sans retour ?

Photo Jean-Dominique Lajoux © Rapho, Paris



Au Lazaret, 44 % déclarent qu'aucune autre famille ne les aide dans la vie quotidienne. 47 % disent, aussi, qu'ils n'aident personne. En fait, pour la moitié des réfugiés, la règle est devenue : chacun pour soi. D'abord, d'une famille à l'autre, on dissimule souvent bien des choses, notamment les possibilités qu'on a de travailler ou la connaissance qu'on a faite de quelqu'un qui pourrait être utile ou un supplément de nourriture qu'on a pu trouver. Il arrive souvent qu'on se cache sous l'abri ou la tente pour manger en silence ce que, en mendiant, un enfant ou un adulte a réussi à avoir.

Il faut dire que toute personne ou toute famille soupçonnée de posséder quelque chose en sus des vivres distribués se voit aussitôt assiégée de parents, de voisins, qui s'asseyent à proximité et exigent des miettes.

Si la plupart des liens se sont rompus, c'est surtout que les partenaires ne se trouvent plus à même de remplir leurs obligations économiques et sociales. Avant la sécheresse, nombreux étaient les chefs de famille échangeant leur protection et certaines prestations contre du travail et du respect. Maintenant, ils n'ont plus de bétail à garder, ils sont incapables de

protéger et de nourrir famille et dépendants. Le respect n'a plus de base et plus de sens.

Voilà semble-t-il, dans quel sens a évolué la société touareg. Elle a été acculée à l'émiettement, par la défaite au début du siècle, par la monétarisation plus tard, par la sécheresse et la famine enfin. Confédérations, tribus, fractions, groupes de familles ont été ainsi dissous et il ne subsistait que quelques survivances de l'ancienne solidarité. La tendance dominante est, actuellement, que chacun tente sa chance comme il peut. Des comportements de famine subsistent alors même que des vivres parviennent régulièrement aux réfugiés.

Brisée biologiquement, la société touareg l'est aussi socialement et culturellement. Qui, à l'avenir, va écrire le Tiffinagh, alphabet tamacheq des Touaregs ? Et combien de jeunes enfants vivront (s'ils vivent) dans un milieu où l'on comprendra le tamacheq, ce dialecte berbère que parlent les Touaregs ?

L'effondrement pourtant, n'est pas absolu. On décèle quelques énergies. La volonté, chez certains, apparaît d'échapper à la condition d'assistés.

Tous n'ont pas jeté par-dessus bord les valeurs d'antan.

Ce qui est important — plus que tout peut-être — c'est que demeure, chez ces réfugiés, la conscience de constituer une entité humaine et culturelle, non pas une nation, qui revendiquerait un territoire.

Comment pourrait s'opérer la réinsertion des réfugiés dans l'espace sahélien ? On ne sait pas, et eux-mêmes l'ignorent.

Ce qui s'est passé dans le Sahel n'a pas été sans échos dans l'opinion africaine et dans l'opinion mondiale. Sans aucun doute, la sécheresse et ses conséquences ont amené une prise de conscience chez une partie des élites des pays concernés et les ont conduit à faire une analyse plus poussée des aspects économiques et humains du désastre, et aussi, des politiques menées pendant la période qui le précédait et pendant celle où l'on tentait d'y faire face. Certes, la tentation, pour certains, était grande de parler de solidarité nationale pour masquer les responsabilités, de parler de la sécheresse pour masquer la misère des paysans, mais, de moins en moins nombreux sont en Afrique, ceux qui acceptent ce langage... ■



**SAHEL :
AU BOUT DE LA ROUTE ?**

Nos lecteurs nous écrivent

PRESTIGES D'UNE IMAGE

L'inhabituelle beauté du Bouddha de bronze reproduit en couleurs sur la couverture de votre numéro de décembre 1974 (« Splendeurs du Népal ») incarne pour moi l'idée de la paix totale et de l'éternelle béatitude. Je l'ai encadré et le garde devant moi pour qu'il m'inspire. Je suis heureux de saisir cette occasion pour vous dire à quel point j'aime et apprécie votre revue, à laquelle je suis abonné depuis ses débuts, pour la lumière qu'elle projette sur le passé et le présent.

P.A. Hartnell
Breda, Rye
Royaume-Uni

ESQUIMAUX

Je viens de lire le numéro du « Courrier de l'Unesco » de janvier 1975 consacré aux « Esquimaux, un peuple qui ne veut pas mourir ». Je le trouve excellent, tant en ce qui concerne l'iconographie que la qualité et la saveur des textes.

Je voudrais, en toute simplicité, vous féliciter pour ce numéro d'une grande fraîcheur et plein de documents émouvants.

Georges Kutukdjian
Paris, France

LÉONARD DE VINCI...

Toutes mes félicitations pour votre magnifique numéro sur Léonard de Vinci et les Codex de Madrid (octobre 1974).

Charles S. Ascher
New York, Etats-Unis

... GÉNIE MODERNE

De nombreux ouvrages ont été publiés sur Léonard de Vinci et pourtant, votre numéro d'octobre 1974, qui lui était entièrement consacré, constitue un apport précieux à la connaissance du grand Florentin, de son œuvre, de son extraordinaire personnalité de créateur qui, il y a plus de cinq siècles, a abordé tous les aspects de l'activité humaine. Léonard a imaginé des plans et des mécanismes que l'on utilise aujourd'hui encore, car la plupart de ses dessins ont trouvé leur application pratique dans de nombreuses machines, et surtout dans les véhicules automobiles. Ou'il s'agisse du levier à frein, de la bielle, du pignon, des roues dentées, d'organes de transmission, de roulements à billes ou de machines élaborées comme la drague ou la grue, ces mécanismes n'avaient besoin, à l'époque de Léonard, que d'une force adéquate pour pouvoir réellement fonctionner.

Mais le plus remarquable est sa conception philosophique « moderne ». Elle anticipe, en effet, sur les conceptions futures de telle manière que Léonard nous apparaît plus comme un homme du 20^e siècle que comme un homme de la Renaissance. La créativité de son esprit dépasse largement les possibilités de son temps, et les germes qu'il a semés furent grandement exploités par la postérité qui les transforma en inventions et réalisations.

Juan Martin Gastelu
Directeur de la revue « Nueva Era »
Buenos Aires, Argentine

UNE FENÊTRE OUVERTE...

Lecteur régulier de votre revue, je prends grand plaisir à la lire. Chaque nouveau numéro est, ainsi que vous le dites vous-même, une fenêtre ouverte sur le monde.

Maleria Mlyniec
Varsovie, Pologne

... SUR LE MONDE

Élève de la classe de première à Loum, au Cameroun, j'ai découvert le « Courrier de l'Unesco » chez le directeur d'une école à N'Lohe, à 12 km de Loum. J'ai réellement apprécié votre revue ; elle est éditée par l'Unesco, l'organisme le mieux placé dans le monde pour informer et pour éduquer.

Dans la localité de campagne où je vis, nous rencontrons de grandes difficultés pour avoir des informations. Les journaux locaux nous fournissent des nouvelles sur la vie de notre pays, mais dans le monde d'aujourd'hui, il est indispensable de connaître les problèmes mondiaux, et c'est ce qui nous manque. Aussi avons-nous constitué un groupe de douze élèves de première et de seconde, dont je suis le président, dans le but de chercher des informations et ainsi de collecter des idées pour en faire un exposé aux élèves et aussi à la population, car nous manquons même d'une bibliothèque.

Robert M'Pondo
Loum, Cameroun

L'HOMME ET LA MACHINE

L'accession à l'éducation, à la science et surtout à la culture signifie que l'homme se libère des tâches rebutantes en les confiant aux machines. Le but de la civilisation doit être de réduire au maximum les travaux désagréables, parcelaires et sans intérêt. Je m'élève donc contre l'affirmation parue dans le numéro du « Courrier de l'Unesco » de juillet-août 1974, consacré à l'Année mondiale de la population, sous le dessin « L'homme ou la machine ? » (série d'affiches publiées par le Bureau International du Travail et reproduites par « le Courrier de l'Unesco »). Il y est dit en effet : « Il faut trouver moyen d'occuper les désœuvrés. Veillons, par exemple, à confier l'ouvrage à l'homme plutôt qu'à la machine chaque fois que cela se justifie sur le plan économique et social. »

Le dessin et la légende qui l'accompagne sont en contradiction avec le dernier dessin que vous publiez dans la même série (page 38). A mon avis, il appartient à l'Unesco de faire des désœuvrés, des hommes éduqués et cultivés.

Gabriel Gounguenet
Nanterre, France

LES GENS DU VOYAGE

En tant qu'enseignant de la première « école-caravane » en 1967 du Conseil britannique pour les Tsiganes, j'ai été ravi de lire l'article d'Arthur R. Ivatts sur les nouveaux horizons que l'éducation ouvre au peuple tsigane (« Courrier de l'Unesco », novembre 1974), illustré par les merveilleuses photographies de mon ami Josef Koudelka. Cela était d'autant plus à-propos que l'on reconnaît maintenant l'importance internationale de cette question et que

les Tsiganes et leurs amis peuvent atteindre à une nouvelle compréhension par-delà les frontières nationales. Le Conseil national pour l'éducation des Tsiganes, qui est un organisme national, représente au Royaume-Uni les opinions des parents tsiganes et des éducateurs. Il n'a pas cessé de répéter depuis 1970 que « la culture tsigane est de riche tradition et qu'elle peut apporter une contribution importante à la vie et au travail de n'importe quelle école ».

Je regrette toutefois que le Comité consultatif pour l'éducation des Tsiganes et autres nomades, auquel appartient Arthur Ivatts, reste opposé à l'utilisation de la langue tsigane pour l'éducation en Grande-Bretagne, ainsi qu'à la participation des parents tsiganes dans l'élaboration des politiques d'éducation.

T.A. Acton
Secrétaire honoraire
Conseil national pour
l'éducation des Tsiganes
Londres, Royaume-Uni

MONUMENTS EN PÉRIL

C'est toujours un grand plaisir de lire les articles consacrés par « le Courrier de l'Unesco » aux grands trésors de l'art mondial. On apprécie ainsi votre souci de contribuer à la préservation des anciens monuments, ainsi que vous le soulignez dans le numéro de décembre 1974, consacré aux « Splendeurs du Népal » et aux quinze grandes villes qui ont lancé des vastes opérations de sauvegarde. Dans cette optique, il serait intéressant de savoir quelles sont les solutions qui ont été trouvées pour sauver l'ancienne et splendide ville de Venise et quelles sont les restaurations qui ont déjà été terminées.

Permettez-moi de vous remercier pour le travail de grande valeur que vous accomplissez au profit de toute l'humanité et, en ce qui me concerne, pour les heures de plaisir de lire que vous me procurez.

Linda E. Spacek-Jung
New York, Etats-Unis

N.D.L.R. - Le « Courrier de l'Unesco » a consacré à la sauvegarde de Venise ses numéros de janvier 1967 et de décembre 1968.

CEUX QUI NOUS DISENT

HANDICAPÉS

Mes félicitations pour votre numéro « Ceux qui nous disent handicapés », de mars 1974, qui donne matière à réfléchir. Il a été d'un intérêt tout particulier pour moi-même, en tant que directeur de « Mook-Dhwani », publication de la Fédération nationale indienne pour les sourds (All India Federation of the Deaf). J'aimerais publier dans mon journal quelques-uns des articles qui ont paru dans votre revue. Par ailleurs, j'aimerais savoir s'il vous serait possible de m'indiquer un article original sur les dangers du bruit dans l'industrie et sur les sourds dans l'industrie, article que je pourrais utiliser dans un numéro spécial traitant de ce problème ?

R.L. Bhat
Nouvelle-Delhi, Inde

N.D.L.R. - Le « Courrier de l'Unesco » a publié un numéro spécial traitant de la pollution par le bruit, en juillet 1967, y compris les risques que le bruit fait courir à la santé.

LECTURES

Les animaux de montagne
par René-Pierre Bille
Ed. Denoël, Paris, 1974
Prix : 120 F

L'enseignement supérieur pour quoi faire ?
par Dragoljub Najman
Ed. Fayard, Paris, 1974
Prix : 29 F

Le Sahara avant le désert
par H.-J. Hugot
Ed. des Hespérides
Toulouse, 1974. Prix : 90 F

Anthologie Rundi
éditée par F. M. Rodegem
Coll. « Classiques africains »
Ed. Armand Colin
Paris, 1973. Prix : 100 F

Histoire de l'Albanie
sous la direction de
S. Pollo et A. Puto
Ed. Horvath, Roanne, 1974
Prix : 90 F

L'initiation
Voyage chez les derniers
Lamas tibétains
par André Chaleil
Ed. Stock, Paris, 1975
Prix : 25 F

Art fantastique
par David Larkin
Ed. du Chêne, Paris, 1974
Prix : 30 F

Environnement
et développement
Faits et perspectives
dans les pays industrialisés
et en voie de développement
par Albert Sasson
Ed. Mouton, Paris, 1974
Prix : 64 F

Pour tous les livres ci-dessus,
s'adresser à son libraire habituel. Ne
pas passer de commande à l'Unesco.

PUBLICATIONS UNESCO

Le colonialisme portugais
en Afrique
La fin d'une ère
par Eduardo de Sousa Ferreira
Les Presses de l'Unesco, 1974
176 pages. Prix : 20 F

L'Anglais en Afrique
Guide pour
l'enseignement de l'anglais
comme langue étrangère
par Kenneth R. Cripwell
Les Presses de l'Unesco, 1974
132 pages. Prix : 20 F

La politique culturelle
en Hongrie
Etude menée sous les auspices
de la Commission nationale
hongroise pour l'Unesco
Les Presses de l'Unesco, 1974
85 pages. Prix : 10 F

La gestion administrative
du développement
par Yves Chapel
Institut international
des Sciences administratives
et Unesco, 1974
206 pages. Prix : 35 F

LATITUDES ET LONGITUDES

Michel-Ange et l'Unesco



A l'occasion du 500^e anniversaire de la naissance de Michel-Ange (mars 1475) l'Unesco édite une médaille commémorative reproduisant le portrait de l'artiste exécuté en 1561 par son contemporain, le sculpteur italien Leone Leoni. Les revenus de la vente de cette médaille seront versés, par le canal du programme des Bons d'entraide de l'Unesco, au « Centre Voltaïque des arts » à Ouagadougou, Haute-Volta, pour l'enseignement des arts aux jeunes artistes africains. Ici, l'avvers de la médaille représentant le buste de Michel-Ange. La médaille a été frappée en or, argent et bronze ; on peut l'obtenir en s'adressant au Service philatélique, Unesco, place de Fontenoy, Paris 75700, France.

L'art de l'Océanie

Des expositions itinérantes de l'Unesco sur l'art de l'Océanie circuleront bientôt dans de nombreux pays. Elles font partie du programme lancé en 1971 par l'Unesco pour l'étude des cultures de l'Océanie. D'autres activités de ce programme comprennent des enregistrements de la musique des îles Salomon (dans l'anthologie de l'Unesco « Sources musicales », éditée par Philips, ainsi qu'une bibliographie des traditions orales de l'Océanie préparée par l'Université d'Auckland (Nouvelle-Zélande).

Nations Unies et géothermie

Des spécialistes du développement des sources d'énergie, représentant cinquante pays, se réuniront en mai prochain, au cours d'un colloque qui se tiendra à San Francisco (Etats-Unis). Ils étudieront les possibilités de mise en œuvre de l'énergie géothermique pour répondre à la future demande d'énergie dans le monde. L'assistance technique des Nations Unies a déjà aidé au développement d'installations génératrices d'électricité géothermique à El Salvador et dans le nord du Chili ; d'autres projets d'exploration géothermique sont en cours au Kenya, en Ethiopie et en Inde avec l'aide des Nations Unies.

Un demi-million d'étudiants à l'étranger

Quelque 500 000 étudiants suivent des cours à l'étranger, pour la plupart grâce à des bourses, des prêts ou autres aides financières. « Etudes à l'étranger », un « best-seller » de l'Unesco dont la 20^e édition, complètement révisée (voir couverture de dos) vient de paraître, procure aux étudiants la liste la plus complète qui soit sur les cours à l'étranger, les bourses, les programmes et autres informations générales. La majorité de ces étudiants vivent dans une douzaine de « pays-hôtes » : Etats-Unis (140 000 étudiants étrangers), France (35 000), République fédérale d'Allemagne (34 000), Canada (31 000), Royaume-Uni (27 000), Liban (21 000), Italie (18 000), URSS (17 000), Egypte (14 000), Argentine (12 000), Japon (11 000), Espagne (10 000), Suisse (10 000).

Radio et TV pour l'éducation

Venant de vingt pays arabes, des responsables de programmes d'éducation radiodiffusés se sont retrouvés au Koweït lors d'une réunion placée sous les auspices de l'Unesco. Ils y ont étudié les meilleurs moyens d'utiliser la radio et la télévision dans le cadre des campagnes d'alphabétisation et d'éducation des adultes, ainsi que les moyens d'intégrer des émissions éducatives radiodiffusées dans les programmes scolaires habituels. Des réunions régionales similaires sont prévues pour l'Asie et l'Afrique vers la fin de cette année, et pour l'Europe et l'Amérique latine en 1976.

L'Arabie saoudite fait don à l'Unesco d'un million de dollars pour le Sahel

L'Arabie saoudite a versé une contribution extrabudgétaire d'un million de dollars pour le financement d'activités de l'Unesco dans sept pays du Sahel : Gambie, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad. Conformément à une décision de feu le roi Fayçal, cette somme a été remise, le 28 mars 1975, à M. Amadou-Mahtar M'Bow, Directeur général de l'Unesco, par M. Hamad Al Khowaiter, délégué permanent de l'Arabie saoudite auprès de l'Unesco. Elle ira au programme de fonds en dépôt de l'Unesco pour le financement d'activités éducatives.

Flore en péril

Le Centre botanique de l'U.R.S.S. vient de publier un « livre rouge » qui dresse la liste de quelque 600 espèces botaniques menacées. Ces plantes en péril comprennent les cèdres coréens et sibériens, les ifs d'Europe et d'Extrême-Orient, ainsi que différentes plantes médicinales. Les deux principaux responsables de cette destruction de la flore sont le bétail et l'abattage des arbres.

En bref

■ La Fondation internationale pour la science, qui vient d'être relancée en Suède, aidera les pays en voie de développement à former leurs scientifiques et leurs chercheurs grâce à des subventions qui permettront aux jeunes savants de mener à bien leurs recherches dans leur propre pays.

■ En 1975-1976, des centres de développement du livre, patronés par l'Unesco, seront implantés au Caire pour les Etats arabes et à Yaoundé (Cameroun) pour l'Afrique. Des centres de développement du livre existeront désormais dans tous les pays en voie de développement.

■ Le 17 février 1975, Grenade est devenu le 136^e Etat membre de l'Unesco.

Study abroad
Études à l'étranger
Estudios en el extranjero

International scholarships
International courses
Bourses internationales
Cours internationaux
Becas internacionales
Cursos internacionales



523 pages

Prix : 24 F

Mixte : anglais-français-espagnol

Vient de paraître

Études à l'étranger.
Bourses et cours internationaux
1975-1976 — 1976-1977

Il y a maintenant vingt-cinq ans que l'Unesco publie *Études à l'étranger*. Cette nouvelle édition — la vingtième — répertorie et décrit les bourses d'études, les stages et les programmes de voyages ainsi que les cours internationaux dans tous les domaines d'études offerts, soutenus ou administrés par plus de 70 organisations internationales et plus de 2 000 institutions nationales (programmes établis par les gouvernements, fondations et dotations privées, universités, instituts et associations) dans près de 190 pays et territoires.

Cette dernière édition contient aussi des informations sur les conditions d'admission, les connaissances linguistiques requises, les frais de séjour et de scolarité, les sources d'information, etc., pour les étudiants étrangers dans la plupart des pays d'accueil.

POUR vous abonner ou vous réabonner
et commander d'autres publications de l'Unesco

Vous pouvez commander les publications de l'Unesco chez tous les libraires ou en vous adressant directement à l'agent général (voir liste ci-dessous). Vous pouvez vous procurer, sur simple demande, les noms des agents généraux non inclus dans la liste. Les paiements des abonnements peuvent être effectués auprès de chaque agent de vente qui est à même de communiquer le montant du prix de l'abonnement en monnaie locale.

ALBANIE. N. Sh. Botimeve Naim Frasherit, Tirana. — **ALGÉRIE.** Institut pédagogique national, 11, rue Ali-Haddad, Alger. Société nationale d'édition et de diffusion (SNED), 3, bd Zirout Youcef, Alger. — **RÉP. FÉD. D'ALLEMAGNE.** Unesco Kurier (Édition allemande seulement) : 53 Bonn 1, Colmantstrasse 22, C.C.P. Hambourg, 276650. Pour les cartes scientifiques seulement : Geo Center, D7 Stuttgart 80, Postfach 800830. Autres publications : Verlag Dokumentation, Postfach 148, Jaiserstrasse 13, 8023 München-Pullach. — **RÉP. DÉM. ALLEMANDE.** Buchhaus Leipzig, Postfach 140, Leipzig. Internationale Buchhandlungen, en R.D.A. — **AUTRICHE.** Verlag Georg Fromme et Co, Arbeitergasse 1-7, 1051 Vienne. — **BELGIQUE.** Ag. pour les pub. de l'Unesco et pour l'édition française du « Courrier » : Jean De Lannoy, 112, rue du Trône, Bruxelles 5. CCP 708-23. Édition néerlandaise seulement : N.V. Handelsmaatschappij Keesing, Keesinglaan 2-18, 2 100 Durne-Antwerpen. — **BRÉSIL.** Fundação Getúlio Vargas, Serviço de Publicações, Caixa postal 21120, Praia de Botafogo, 188, Rio de Janeiro, GB. — **BULGARIE.** Hemus, Kantora Literatura, Bd Rousky 6, Sofia. — **CAMEROUN.** Le Secrétaire général de la Commission nationale de la République fédérale du Cameroun pour l'Unesco B.P. N° 1 061, Yaoundé. — **CANADA.** Information Canada, Ottawa (Ont.). — **CHILI.** Editorial Universitaria S.A., casilla 10220, Santiago. — **RÉP. POP. DU CONGO.** Librairie populaire, B.P. 577, Brazzaville. — **COTE-D'IVOIRE.** Centre d'édition et de diffusion africaines. Boîte Postale 4541, Abidjan-Plateau. — **DAHOMÉY.** Librairie nationale, B.P. 294, Porto Novo. — **DANEMARK.** Ejnar Munksgaard Ltd, 6, Norregade, 1165 Copenhagen K. — **ÉGYPTE (RÉP. ARABE D').** National Centre for Unesco Publications, N° 1 Talaat Harb Street, Tahrir Square, Le Caire; Librairie Kasr El Nil, 38, rue Kasr El Nil, Le Caire. — **ESPAGNE.** Toutes les publications y compris le Courrier : Ediciones Iberoamericanas, S.A., calle de Oñate, 15, Madrid 20; Distribución de Publicaciones del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Vitrubio 16, Madrid 6; Librería del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Egipticias, 15, Barcelona. Pour « le Courrier » seule-

ment : Ediciones Liber, Apartado 17, Ondárroa (Vizcaya). — **ÉTATS-UNIS.** Unipub, a Xerox Education Company, Box 433, Murray Hill Station, New York, N.Y. 10016. — **FINLANDE.** Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu Helsinki. — **FRANCE.** Librairie Unesco, 7-9, place de Fontenoy, 75700 Paris. C.C.P. 12.598-48. — **GRÈCE.** Anglo-Hellenic Agency 5 Koumpari Street Athènes 138. — **HAÏTI.** Librairie « A la Caravelle », 36, rue Roux, B.P. 111, Port-aux-Princes. — **HAUTE-VOLTA.** Librairie Attie, B.P. 64, Ouagadougou. Librairie Catholique « Jeunesse d'Afrique », Ouagadougou. — **HONGRIE.** Akadémiai Könyvesbolt, Váci U. 22, Budapest V.A.K.V. Könyvtársok Boltja, Népköztársaság utja 16, Budapest VI. — **INDE.** Orient Longman Ltd : Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1; 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13. 36a Anna Salai Mount Road, Madras 2. B-3/7 Asaf Ali Road, Nouvelle-Delhi, 80/1 Mahatma Gandhi Road, Bangalore-560001. 3-5-820 Hyderguda, Hyderabad-500001. Publications Section, Ministry of Education and Social Welfare, 72 Thea re Comm nixation Euil-ding, Connaught Place, Nouvelle-Delhi 1. Oxford Book and Stationery Co., 17 Park Street, Calcutta 16, Scindia House, Nouvelle-Delhi. — **IRAN.** Commission nationale iranienne pour l'Unesco, av. Iranchahr Chomali N° 300, B.P. 1533, Téhéran, Kharazmie Publishing and Distribution Co. 229 Daneshgah Str., Shah Avenue P.O. Box 14/486, Téhéran. — **IRLANDE.** The Educational Co of Ir. Ltd., Ballymont Road Walkinstown, Dublin 12. — **ISRAËL.** Emanuel Brown, formerly Blumstein's Bookstores : 35, Allenby Road et 48, Nachlat Benjamin Street, Tel-Aviv. Emanuel Brown 9 Shlomzion Hamalka Street, Jérusalem. — **ITALIE.** Licos, (Libreria Commissionaria Sansoni, S.p.A.) via Lamarmora, 45, Casella Postale 552, 50121 Florence. — **JAPON.** Maruzen Co Ltd., P.O. Box 5050, Tokyo International, 100,31. — **RÉPUBLIQUE KHMÈRE.** Librairie Albert Portail, 14, avenue Bouloche, Phnom-Penh. — **LIBAN.** Librairies Antoine, A. Naoufal et Frères, B.P. 656, Beyrouth. — **LUXEMBOURG.** Librairie Paul Bruck, 22, Grand-Rue, Luxembourg. — **MADAGASCAR.** Toutes les publications : Commission nationale de la République malgache, Ministère de l'éducation nationale, Tananarive. — **MALI.** Librairie populaire du Mali, B.P. 28, Bamako. — **MAROC.** Librairie « Aux belles images », 281, avenue Mohammed V, Rabat. CCP 68-74. « Courrier de l'Unesco » : pour les membres du corps enseignant : Commission nationale marocaine pour l'Unesco 20, Zen kat Mourabidine, Rabat (C.C.P. 324-45). — **MARTINIQUE.** Librairie « Au Boul'Mich », 1, rue Perrinon, et 66, av. du Parquet, 972 - Fort-de-France. — **MAURICE.** Nalanda Co, Ltd., 30, Bourbon Street Port-Louis. — **MEXIQUE.** CILA (Centro interamericano de Libros Académicos), Sullivan 31-Bis, Mexico 4 D.F.

— **MONACO.** British Library, 30, boulevard des Moulins, Monte-Carlo. — **MOZAMBIQUE.** Salema & Carvalho Ltda caixa Postal, 192, Beira. — **NIGER.** Librairie Mauclert, B.P. 868, Niamey. — **NORVÈGE.** Toutes les publications : Johan Grundt Tanum (Booksellers), Karl Johans gate 41/43, Oslo 1. Pour « le Courrier » seulement : A.S. Narvesens, Litteraturtjeneste Box 6125 Oslo 6. — **NOUVELLE-CALÉDONIE.** Reprex S.A.R.L., B.P. 1572, Nouméa. — **PAYS-BAS.** « Unesco Koerier » (Édition néerlandaise seulement) Systemen Keesing, Ruysdaelstraat 71-75, Amsterdam-1007. Agent pour les autres éditions et toutes les publications de l'Unesco : N.V. Martinus Nijhoff Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage — **POLOGNE.** Toutes les publications : ORWN PAN. Palac Kultury i Nauki, Varsovie. Pour les périodiques seulement : « RUCH » ul. Wronia 23, Varsovie 10. — **PORTUGAL.** Dias & Andrade Ltda, Livraria Portugal, rua do Carmo, 70, Lisbonne. — **ROUMANIE.** I.C.E. Libri P.O.B. 134-135, 126 calea Victoriei, Bucarest. Abonnements aux périodiques Rompresfiatelia, calea Victoriei nr. 29, Bucarest. — **ROYAUME-UNI.** H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, Londres S.E.1. — **SÉNÉGAL.** La Maison du Livre, 13, av. Roume, B.P. 20-60, Dakar. Librairie Clairafrique, B.P. 2005, Dakar; Librairie « Le Sénégal » B.P. 1594, Dakar. — **SUÈDE.** Toutes les publications : A/B C.E. Fritzes Kungl. Hovbokhandel, Fredsgatan, 2, Box 16356, 103 27 Stockholm. 16. Pour « le Courrier » seulement : Svenska FN-Förbundet, Skolgrand 2, Box 150-50, S-10465 Stockholm - Postgiro 184692. — **SUISSE.** Toutes les publications : Europa Verlag, 5, Ramistrasse, Zurich. C.C.P. 80-23383 Payot, 6, rue Grenus 1211, Genève 11, C.C.P.-12.236. — **SYRIE.** Librairie Sayegh Immeuble Diab, rue du Parlement. B.P. 704. Damas. — **TCHÉCOSLOVAQUIE.** S.N.T.L., Spalena 51, Prague 1-(Exposition permanente); Zahranicni Literatura, 11 Soukenicka, Prague 1. Pour la Slovaquie seulement : Alfa Verlag Publishers, Hurbanovo nam. 6, 893 31 Bratislava. — **TOGO.** Librairie Évangélique, BP 378, Lomé; Librairie du Bon Pasteur, BP 1164, Lomé; Librairie Moderne, BP 777, Lomé. — **TUNISIE.** Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis. — **TURQUIE.** Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi ; Beyoglu, Istanbul. — **U.R.S.S.** Mejdunarodnaja Kniga, Moscou, G-200. — **URUGUAY.** Editorial Losada Uruguaya, S.A. Libreria Losada, Maldonado, 1092, Colonia 1340, Montevideo. — **VIET-NAM.** Librairie Papeterie Xuán-Thu, 185-193, rue Tu-Do, B.P. 283, Saigon. — **YOUGOSLAVIE.** Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, Belgrade. Drzavna Založba Slovenije Mestni Trg. 26, Ljubljana. — **RÉP. DU ZAIRE.** La Librairie, Institut national d'études politiques B.P. 2307, Kinshasa. Commission nationale de la Rép. du Zaire pour l'Unesco, Ministère de l'éducation nationale, Kinshasa.

SEIGNEUR DES SABLES

Depuis quelque deux millénaires le chameau assure aux nomades du Sahara et de ses confins un type d'économie très particulier, fondé à la fois sur l'élevage et le commerce. L'extraordinaire sobriété du chameau lui permet de vivre où bovins et ovins ne pourraient subsister. C'est lui qui a permis, à travers l'immensité désertique, un vaste réseau d'échanges commerciaux par caravanes (voir pages 18 et 19). Ici, un nomade au sud de l'Algérie.

Photo © Sipahioglu, Paris

